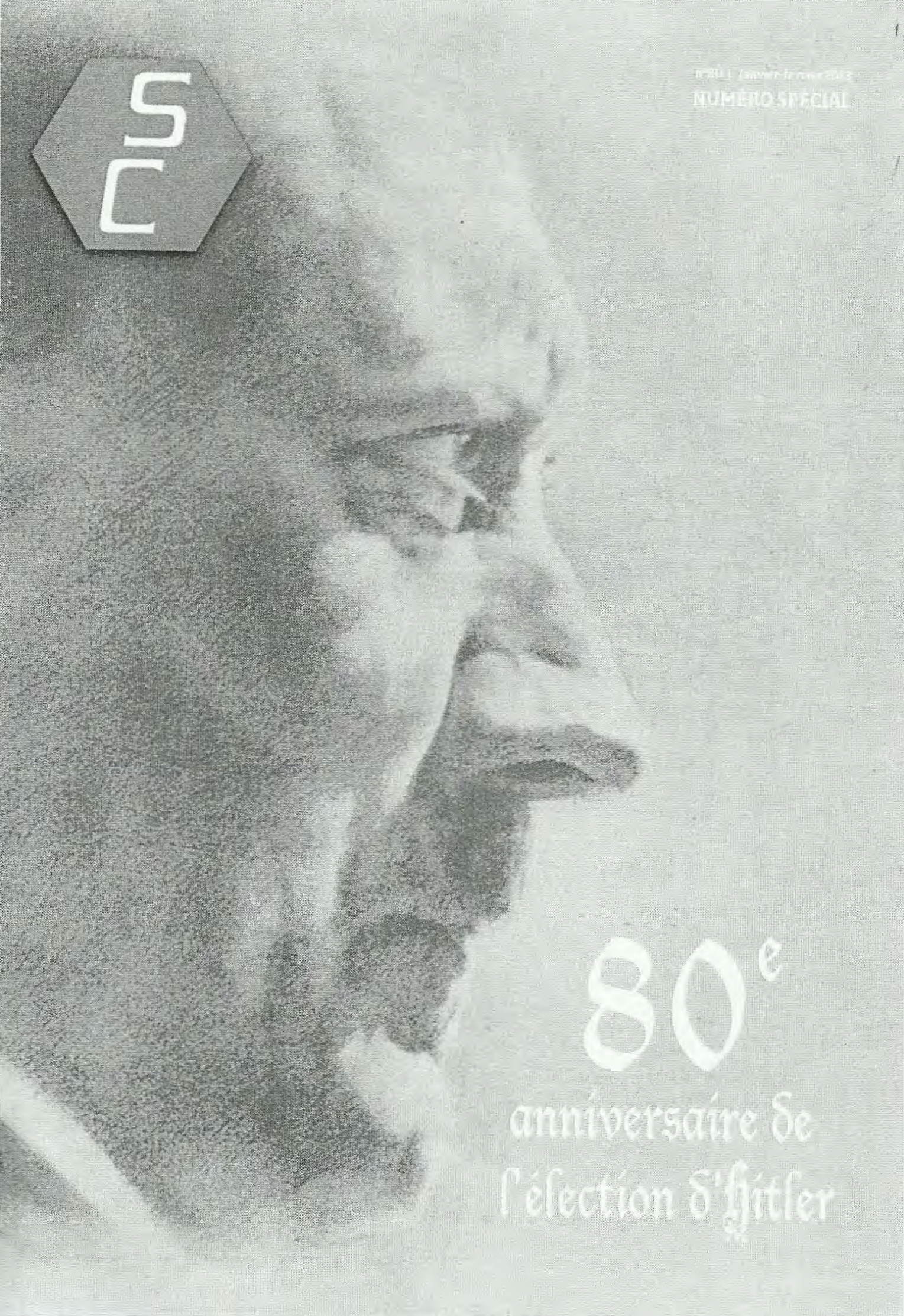




n° 211 | Janvier-Juillet 2012
NUMÉRO SPÉCIAL



80^e
anniversaire de
l'élection d'Hitler



Sans Concession

M. Urbain Cairat
C.P. 1528
CH-1820 Montreux
Suisse

sansconcession@gmx.fr

<http://sansconcession.max.st>

Prix du numéro : 13 €

Une offensive prometteuse

L'année 2012 aura été marquée par l'offensive fracassante de notre équipe grâce à l'outil vidéo. Après le blocage de notre chaîne Youtube « Thèses interdites », le 12 août, nous en avons créé une nouvelle, « Sans Concession TV ». En cinq mois, elle a dépassé les 100 000 vues pour un peu plus de 50 vidéos mises en ligne ! A cela, il faut ajouter tous ceux qui préfèrent regarder nos productions directement sur notre site internet, www.phdnm.org. Les statistiques disponibles font état d'environ 500 visites quotidiennes.

Le succès n'est pas uniquement numérique. Au début, les adversaires venaient en nombre afin de critiquer nos vidéos. Leurs arguments étaient toutefois d'une pauvreté affligeante et peu à peu, ils ont déserté. J'y vois la preuve que nos argumentations sont inattaquables, au moins sur le fond. Aujourd'hui, nous recevons essentiellement des messages d'encouragement. S'y ajoutent, comme autant de cadeaux, ceux de gens que nos travaux ont, sinon convaincus, au moins fortement ébranlés. « Toutes ces vidéos me remplissent de doutes, c'est si bien argumenté... Bravo pour votre travail » nous a par exemple écrit, le 22 janvier, un internaute. Certes, il ne faut pas se leurrer, l'audience est encore très restreinte : en moyenne, les vidéos mises en ligne sur notre chaîne sont regardées entre 1 000 et 2 000 fois. Sachant toutefois qu'elles sont téléchargées puis diffusées ailleurs, on peut multiplier le nombre de spectateurs par trois, quatre, voire cinq. Cela reste malgré tout inférieur à 10 000. Mais c'est incomparablement plus qu'il y a un an, lorsque notre équipe fondait tous ses efforts sur *Sans Concession*. Et tous les espoirs sont permis. Nous allons donc poursuivre nos efforts en utilisant toujours plus (et mieux) les nouvelles technologies.

Naturellement, il ne saurait être question d'abandonner la revue. Car le support papier reste un moyen de diffusion et de fixation essentiel. Rien ne vaut les mots imprimés sur une feuille. Ajoutons à cela que *Sans Concession* est notre source essentielle de revenus destinée à la cause. Sans votre fidélité et votre générosité, il nous aurait été impossible de mener cette offensive prometteuse avec l'outil vidéo. Vous, lectrices et lecteurs, restez donc notre principal espoir de poursuivre le combat, un combat pour la vérité historique, pour tous les persécutés (je pense à Sylvia Stolz, Ernst Zündel, Fred Leuchter, Wolfgang Fröhlich, Gerd Ittner, Günter Deckert, Axel Möller, Erich Priebke, Horst Mahler...) et pour le futur de l'Europe. Eh oui ! pour le futur. Le combat révisionniste n'est pas l'expression d'une nostalgie stérile. Cette quatre-vingtième livraison de *Sans Concession* vous parviendra quatre-vingts ans jour pour jour après l'arrivée de Hitler au pouvoir. Dans la présentation dossier que nous consacrons à la réussite sociale du III^e Reich, Vincent Reynouard explique que la croisade idéologique d'extermination entreprise en septembre 1939 par les démocraties contre le national-socialisme n'a jamais cessé. Bien que les armes se soient tues et que l'Allemagne hitlérienne ait été pulvérisée, nous sommes entrés dans la soixante-quatorzième année de la guerre, une guerre idéologique sans pitié...

Fin décembre, le Gouvernement de la France a annoncé une année 2013 très difficile. Encore une ! Chaque année, les « Restos du cœur » fournissent davantage de repas. Une honte ! Quand on compare l'impuissance de nos gouvernements successifs au « miracle allemand » survenu sous Hitler (*un miracle qui pourrait être réobtenu aujourd'hui*), on comprend que l'ombre du Führer fasse toujours trembler les démocrates. « Dans cinquante ans, déclara Hermann Göring au terme du procès de Nuremberg, le peuple Allemand nous élèvera des mausolées » (voy. *France-Soir*, 31 octobre 1946, p. 1). Il s'est trompé sur la période, mais sans doute pas sur l'acte qui viendra tôt ou tard...

Marie Pererou

Les raisons d'une croisade exterminatrice

VINCENT REYNOUARD

30 janvier 2013 : 80^{ÈME} anniversaire de l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir et 80^{ÈME} livraison de *Sans Concession*. Les clins d'œil du destin sont toujours amusants...

Notre objectif n'est cependant pas de nous complaire dans une nostalgie stérile. Parce que depuis 1945, la guerre continue et qu'en pleine bataille, il n'y a pas de place pour la nostalgie. « La guerre continue »... voilà une affirmation qui en surprendra plus d'un. Mais lorsque, le 11 juin 1940, Winston Churchill déclara que même en cas de défaite militaire de la France, « les Alliés conserv[eraient] en fin de compte, les moyens de vaincre et de détruire le régime national-socialiste » (voy. Maxime Weygand, *Mémoires, Rappelé au Service* [1950], t. II, p. 596), il révéla que le conflit armé n'était pas une lutte pour l'indépendance de la Pologne, mais une croisade idéologique d'extermination. Car enfin, Staline n'avait-il pas, lui aussi, envahi la Pologne après s'être entendu avec Hitler ? Dès lors, pourquoi son régime n'était-il pas, lui aussi, visé par Churchill ? Ce simple « oubli » démontrait que le motif officiellement invoqué n'était qu'un prétexte. Les deux grandes démocraties libérales européennes avaient pris les armes pour détruire un régime qu'elles abhorraient.

Dans cette lutte, deux alliés de poids devaient logiquement les rejoindre : la grande démocratie libérale américaine et la grande « démocratie populaire » soviétique. Voilà pourquoi Churchill, qui avait tant critiqué le bolchevisme par le passé, s'était bien gardé de déclarer la guerre à Staline. Il escomptait une redistribution des cartes.

Celle-ci survint le 21 juin 1941 lorsque, prévenu des préparatifs soviétiques, Hitler déclencha une guerre préventive contre l'U.R.S.S. À partir de cet instant, le conflit armé apparut sous son vrai jour, celui d'une croisade idéologique. En janvier 1944, un inspecteur régional de la Légion des volontaires français, J.-P. Seltzer, écrivit : « la guerre actuelle qui ravage le globe entier a laissé sa forme initiale pour prendre celle d'un conflit idéologique » (voy. *Le Lien*, 16 janvier

1944, p. 4). Plus d'un an auparavant, le Lorrain Martin de Briey avait lancé : « Il n'y a plus de frontières ni de lignes de démarcation : il n'y a plus qu'un immense champ de bataille commun où les Européens, de quelque nationalité qu'ils soient, doivent confondre leurs rangs fraternels, leurs armes, leurs ressources, leur sang, pour faire face au péril commun sur tous les fronts de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud, où la lutte est portée par un ennemi commun qui se nomme Angleterre, Amérique, Soviets » (voy. *Le Lien*, 15 novembre 1942, p. 1). En juillet 1943, cet ardent patriote qui avait décidé tout compris écrivit : « Si le conflit était entre la France et l'Allemagne, tous les Français, sauf les traîtres ou les fous, seraient avec la France et contre l'Allemagne. Mais c'est précisément parce que ce conflit n'est pas entre la France et l'Allemagne, mais qu'il est entre l'idéologie révolutionnaire que présente l'Allemagne et les idéologies opposées — Capitalisme impérialiste et Bolchevisme universel — que représentent l'Amérique et la Russie, c'est pour cela que les Français ne sont pas d'accord entre eux et meurtrissent leur unité » (voy. *Le Lien*, n° 10, juillet 1943, pp. 1 et 2).

Croisade idéologique pour éradiquer le national-socialisme, le conflit ne pouvait pas se terminer par la simple victoire des armes. La reddition sans conditions de l'ennemi et la destruction de ses structures étatiques étaient encore insuffisantes. « La victoire n'est [...] complète, écrivit Maurice Bardèche, que si, après avoir forcé la citadelle, on force les consciences » (voy. *Nuremberg ou la terre promise* [1948], pp. 17-8). D'où la dénazification qui dura jusqu'au début des années 50.

Les vingt années qui suivirent donnèrent l'impression que la seconde guerre mondiale était terminée. Avec la guerre froide (et ses épisodes « chauds »), la décolonisation, la reconstruction, les mutations technologiques et les chambardements sociaux (phénomène hippie, mai 68, revendications féministes), le monde avait d'autres préoccupations.

Mais dans cet Occident bâti sur les ruines de l'Axe, les années 70 virent l'enrayement de cette belle machine économique qui devait assurer le bonheur universel

fondé sur la liberté individuelle et la jouissance matérielle. Le « choc pétrolier » et la « crise » semblaient avoir tout gâté. Cependant, le malaise était bien plus profond : « on ne meurt plus en Occident de froid, de faim ou des épidémies qui ont ravagé l'Europe voici quelques siècles, écrit Pierre Feschotte. Mais on s'entretue sur les routes ; les plus favorisés voient leur taux de suicide augmenter, quand ils ne fuient pas notre monde en abaissant leur niveau de conscience par des drogues de toutes sortes » (voy. *Les mirages de la science* [rééd. 1990], p. 21). Seul le progrès technologique permet aux jeunes générations d'oublier leur vide intérieur en s'étourdissant grâce aux possibilités offertes par les nanotechnologies. Mais pour combien de temps ?

A l'échelle mondiale, les forces les plus contraires se développaient librement pour mieux s'entrechoquer. La planète offrait donc le spectacle d'une jungle instable sans cesse secouée par des conflits économiques ou armés. D'où les problèmes de plus en plus graves rencontrés par le tiers-monde puis le quart-monde : instabilité chronique, pauvreté endémique, famines, massacres. Il était loin le « serment de Mauthausen » qui affirmait : « Nous [les anciens déportés] suivrons un chemin commun, le chemin de la compréhension réciproque, le chemin de la collaboration à la grande œuvre de l'édification d'un monde nouveau, libre et juste pour tous » (voy. *Le Choc*. 1945. *La presse révèle l'enfer des camps nazis* [1985], p. 147). Du Vietnam au Biafra, en passant par le Moyen-Orient, la barbarie frappait ce « monde nouveau ».

Seuls les naïfs pouvaient s'en étonner. Car malgré les belles phrases, l'O.N.U. n'était pas née d'une victoire militaire obtenue au terme d'un combat régulier, d'homme à homme, sur le champ de bataille. En Asie et en Europe, nos « croisés de la civilisation » avaient arraché la victoire en écrasant les pays ennemis sous des centaines de milliers de tonnes de bombes au phosphore et grâce à deux bombes atomiques larguées sur des villes peuplées de femmes et d'enfants. Dès lors, que pouvait-on espérer de leur « civilisation » ? Dès 1943, dans un article bien oublié, Jean Fabry avait prévenu :

« Le chemin de la barbarie passe à sept ou huit mille mètres de hauteur quelque part dans le ciel de Lorient, de Brest, de Paris ou d'Anvers. L'homme ne monte si haut que pour retourner à la bête.

« "C'est la guerre", il paraît ! Il est possible qu'on ne puisse, en 1943, faire la guerre autrement et la concevoir moins laide ; alors, il faut convenir avec le reste de loyauté qu'elle

n'a pas encore retiré de la circulation, qu'elle nous ramène tout droit à la barbarie la plus dégradante.

« Il faut savoir si "c'est la guerre" que cet arrosage au petit bonheur de 7 à 8 000 mètres de haut, des rives de la Seine du pont de Suresnes au viaduc d'Auteuil, dans la journée et à l'heure où sont réunies au maximum les chances de faire souffrir les plus innocents ? Sur ce parcours bien parisien, il y a tout de même un peu plus de promenades, de stades, d'hippodromes que d'usines ; et si celles-ci étaient vides le dimanche 4 avril, les autres étaient remplis de promeneurs paisibles.

« Il faut savoir si "c'est la guerre", de mettre dans le même sac, machines-outils et voitures d'enfants, gares et écoles, casernes et hôpitaux, et de taper dessus à tour de bras ; d'un bras aveugle, de sept mille mètres de long, qui est tout à fait sûr de cogner dans de la bouillie de nourrissons, de gamins et de malades ?

« Si c'est bien ça la guerre, et s'il est bien de faire ainsi, alors il n'est plus rien de défendu. Après cet "exemple" tombé de si haut, il ne peut plus passer sur le monde qu'une immense vague d'immoralité.

« Péchés mortels ou véniels, attentats ou peccadilles, tout est absous.

« A tous les échelons du meurtre, du vol, de la corruption, de l'imposture, de l'impolitesse, tout devient permis ; du grand au petit tout fait la chaîne [...]. A semer la bestialité, on récolte le vice et le meurtre.

« Ainsi le monde s'en va vers la barbarie » (voy. J. Fabry, « Le chemin de la barbarie », dans *Gringoire*, 30 avril 1943, p. 3).

Et l'auteur de conclure : « On nous assure qu'à coups d'ailerons des "Liberator" et à coups de rames des "Liberty" nous prenons le chemin de la Liberté. Ce n'est pas vrai, nous sommes sur la route de la barbarie » (id.).

Trois décennies plus tard, cet avertissement se vérifiait amplement. Mais ressurgissait alors la question posée dès 1948 par Maurice Bardèche : « Et si le national-socialisme avait été, en réalité, la vérité et le progrès, ou du moins, une forme de la vérité et du progrès ? » (voy. *Nuremberg ou...*, p. 43). Voilà pourquoi les années 70 virent le réveil de la guerre idéologique contre le national-socialisme. Il fallait impérativement présenter aux peuples cette idéologie comme un bloc monolithique obscur, comme « l'ennemi mortel de l'homme » (voy. *L'impossible oublié. La déportation dans les camps nazis* [1989], dos). Hitler était alors décrit comme un dictateur sanguinaire et mégalomane régnant sur une Allemagne

peuplée d'agents de la Gestapo et remplie de camps de concentration. Sa folie meurtrière avait causé la mort de cinquante millions de personnes, dont six millions de juifs systématiquement mis à mort au nom d'une haine antisémite relevant du simple préjugé.

Profitant du recul de la religion, la guerre se radicalisa pour devenir religieuse. Hitler remplaça le diable et la « chambre à gaz » le tréfonds de l'Enfer.

Une telle présentation du national-socialisme permet de gommer ou de minimiser tous les faits gênants. Ainsi, personne ne conteste que Hitler soit arrivé légalement au pouvoir. Mais la thèse officielle prétend qu'une fois chancelier, il se serait empressé de supprimer les libertés publiques et de mettre en place une dictature qui lui aurait permis de gouverner selon son propre vouloir. Or, comme l'écrivait l'abbé Lambert :

« si Hitler commande en chef, ce n'est pas parce qu'il a imposé de manière artificielle son autorité sur l'Allemagne. »

« Hitler, en fait, est l'émanation même du peuple allemand. Il incarne son intelligence, sa conscience, sa volonté. »

« A ce titre, il n'est pas à proprement parler un dictateur, puisqu'il représente l'intelligence, la volonté, la conscience, non pas seulement de 10 000 individus, mais de millions d'êtres qu'il dirige, non seulement selon son inspiration à lui, mais selon leur inspiration » (voy. abbé Lambert, L'Allemagne d'aujourd'hui expliquée par l'Allemagne d'avant-guerre [1942], p. 122).

Mais si Hitler pouvait prétendre incarner un peuple, c'était tout d'abord parce que ce peuple se présentait comme une unité. Et c'est ici le point capital. Ce qui fait du national-socialisme une idéologie véritablement révolutionnaire (ou contre-révolutionnaire si l'on prend en compte le fait que nos démocraties sont issues de la Révolution française de 1789), c'est sa redécouverte du Bien commun primant sur les intérêts particuliers. Tout le reste en découle. Avant d'être économique, la révolution nationale-socialiste fut une révolution des esprits rendue possible par la situation d'alors : lassés d'une pauvreté endémique aggravée par les désunions sociale et politique, les Allemands comprirent qu'ils étaient un seul peuple et que la mission première de chacun était d'œuvrer pour le bien de la communauté. Le slogan : « Un peuple, un Reich, un Führer » résumait parfaitement cette révolution. Le Front du Travail qui unissait patrons, cadres et ouvriers en fut la principale

mise en œuvre. Ajoutons-y les camps de jeunesse qui brassaient toutes les catégories sociales. Sous Hitler, les uniformes portés par les groupements divers n'étaient pas le reflet d'une uniformisation, comme c'est le cas là où aucun principe supérieur n'anime le peuple, mais d'une réelle *unification*. La différence est capitale ; elle évite bien des méprises commises par trop d'observateurs superficiels.

Dans cette livraison de *Sans Concession*, le lecteur pourra lire un texte de Wilhelm Utermann publié en 1941 et intitulé : « Une économie sans crise ». L'auteur explique que le « miracle allemand » eut pour fondement la recherche première du Bien commun : *« en réunissant et en pénétrant toutes les activités, c'est le Parti qui a le plus contribué au succès de la politique économique. C'est grâce à lui que le principe "le Bien commun passe avant l'intérêt particulier" s'est imposé comme règle de toutes les aspirations et actions de l'économie politique. Seule cette réforme éthique de la pensée économique générale a permis d'éviter que le processus d'assainissement de l'économie ne fût compromis comme autrefois par des intérêts économiques particuliers. »*

Certains s'appuient sur le fait que le parti national-socialiste reçut le soutien de gros capitalistes, y compris américains, pour prétendre que Hitler fut un simple jouet du Système. Loin de nier ce soutien, j'affirme que la conclusion est fautive. Le fait que des capitalistes aient vu en Hitler un rempart contre le communisme qu'ils craignaient et un partisan de l'ordre sans lequel le commerce est entravé, il n'y a là rien que de très naturel. Mais ils étaient loin, très loin même, d'avoir compris l'essence profonde du national-socialisme, une essence qui le rendait totalement incompatible avec les idéologies démocratiques (libérales ou collectives). Martin de Briey, lui, l'avait parfaitement compris. En juin 1943, il écrivit : *« Cette guerre dépasse mes patries respectives [...]. C'est [...] une révolution mondiale totalitaire qui oppose, avec l'inflexibilité de la nécessité historique, des idéologies fondamentales et des conceptions de vie collectives entre lesquelles il n'est pas de compromis possible » (voy. Le Lien, juin 1943, p. 3).*

Voilà pourquoi aujourd'hui encore, le national-socialisme est un véritable tabou. Vous pouvez vous revendiquer de Babeuf, de Lénine, de Trotski, de Staline, de Mao... Vous n'encourez les foudres de personne, et surtout pas de la Justice. Mais lorsque, début janvier 2005 dans une soirée costumée *privée*, le prince Harry se

montra avec un brassard à croix gammée, le scandale fut européen. *The Sun* titra : « Harry le nazi », le quotidien belge *La Dernière Heure* renchérit : « Le fils de Diana joue à Hitler » (voy. SC, n° 11, pp. 28-30) et de partout, des cris offusqués retentirent. Pour calmer la colère, on annonça que le prince Harry irait visiter un « lieux de mémoire ». Ce dernier n'ayant pas obéi, l'affaire continua. Las, en février 2009, son père lui ordonna de visiter Auschwitz. Il fallut finalement attendre décembre 2010 pour que, enfin, le prince se rende au mémorial de l'Holocauste à Berlin. Pour avoir porté en privé un simple costume à croix gammée, Harry fut donc insulté, traîné dans la boue et harcelé pendant cinq ans, jusqu'à ce qu'il cède... Ajoutons à cela certaines firmes allemandes, le géant I.B.M., les Chemins de fer français... tous tracassés pour avoir « collaboré » avec le régime national-socialiste. Aujourd'hui, c'est l'orchestre philharmonique de Vienne qui doit se « pencher sur son passé nazi ».

Toutes ces affaires démontrent que le national-socialisme est devenu, dans nos sociétés laïques, le péché capital absolu. Pour avoir commis ce péché en portant un brassard à croix gammée, Harry a dû partir en « pèlerinage » non pas sur les pas du Christ mais dans un « lieu de mémoire ». Pour avoir « collaboré » (donc signé un pacte avec le Diable), des personnes, des firmes, voire des pays doivent se repentir et réparer. Parallèlement, une « chasse aux sorcières » permanente est organisée, que ce soit contre des nonagénaires accusés de crimes de guerre ou des plus jeunes coupables de mauvaises pensées. Grâce à un arsenal de lois toujours plus sévères, l'Inquisition moderne débusque les hérétiques d'un nouveau genre.

Et pendant ce temps, la guerre idéologique continue. Le 13 février prochain, nous commémorerons le 68^{ème} anniversaire de la destruction de Dresde. Aujourd'hui, ce ne sont plus les bombes qui pleuvent, mais les livres, les films, les « témoignages »... Il n'y a là rien de surprenant : la guerre ayant changé de nature, le déluge de phosphore a été remplacé par un déluge de propagande écrite ou parlée. Finalement, la stratégie des vainqueurs d'hier reste la même. Elle consiste à écraser l'ennemi ; hier sous les bombes, aujourd'hui sous le papier, les bandes sonores et les pellicules.

Dans cette situation, il ne nous reste plus qu'à combattre avec l'aide de notre meilleure alliée : la vérité historique. La vérité n'est pas seulement un abri contre le déluge de propagande, elle reste une arme offensive. Dénoncer les mensonges de nos adversaires, produire des documents

oubliés, révéler les enjeux de la guerre idéologique qui dure, voilà notre mission.

J'ajoute que ce souci d'exactitude doit nous interdire de cacher nos motivations. Je suis national-socialiste et je le dis sans honte. Car je ne le suis devenu ni par haine, ni par envie, ni par provocation. Je le suis devenu quand, adolescent, j'ai contemplé la réussite sociale du III^e Reich. J'ai alors compris que le vrai Hitler était très différent du portrait qu'on me montrait. Mes convictions se sont affirmées lorsque, par la suite, j'ai appris que cette réussite avait eu pour cause l'adoption de principes philosophiques sains, parmi lesquels la préséance du Bien commun. C'est tout cela que je souhaite faire partager. Voilà pourquoi dans ce numéro spécial, je vous propose de (re)découvrir deux textes qui, bien que publiés en 1938 et en 1941, restent très actuels et très instructifs...

Une dernière remarque. Certains m'accuseront de nuire à la cause révisionniste en y mêlant la politique. Je leur demanderai de réfléchir. Avec raison, le professeur Faurisson a déclaré que les révisionnistes apportaient deux bonnes nouvelles : a) les juifs n'ont pas été exterminés ; b) il en est mort bien moins qu'on a pu le dire. Leur message devrait donc être accueilli au moins avec bienveillance (ce qui n'empêcherait pas un travail de vérification). Or, c'est le contraire qui advient. D'emblée, l'immense majorité se cabre. Toute discussion posée et rationnelle se révèle impossible. Pour les sionistes, passe encore ; Israël a besoin du prétendu « Holocauste » pour justifier son existence. Mais pourquoi de braves Européens indifférents au sionisme s'emportent-ils ? Un indien d'Amazonie qui contemplerait ce spectacle dirait : « Je comprends. Vous êtes antisémites et vous regretteriez que Hitler n'ait pas voulu les exterminer ». Il serait alors très surpris de voir ses interlocuteurs se récrier et dire qu'ils n'ont rien contre les juifs. Après un temps de réflexion, toutefois, il comprendrait : dans cette affaire, les juifs ne comptent pas ; il pourrait s'agir de Gascons, de Bantous ou d'Esquimaux, peu importe. L'important, c'est Hitler et, à travers lui, le national-socialisme. Il faut que Hitler ait ordonné d'exterminer les juifs pour pouvoir dire que le national-socialisme est une idéologie criminelle. L'enjeu véritable, sous nos latitudes, il est là. Voilà pourquoi, dans leur immense majorité, nos contemporains rejettent avec violence les conclusions révisionnistes. Ils le font tout d'abord par antinazisme. J'en conclus que le combat est politique. Par conséquent, pourquoi se cacher ?

AVERTISSEMENT

M. Ward Price, l'un des plus grands journalistes britanniques, a toujours soutenu la thèse d'un rapprochement entre la Grande-Bretagne et les pays de dictature. Il a réussi à gagner un libre accès auprès de M. Hitler et de M. Mussolini qui, l'un et l'autre, ont noué avec lui des relations confiantes et amicales. M. Ward Price s'est trouvé ainsi, mieux que quiconque, en mesure de juger ces « dictateurs » à la fois sur le plan humain et sur le plan politique. On pourra aimer ou ne pas aimer son livre, mais on devra reconnaître objectivement la pénétration de son analyse, la sûreté de ses informations et le haut intérêt des documents qu'il fournit.

La publication d'un tel livre en un tel moment, — que le lecteur français soit ou non hostile à l'idée d'un rapprochement avec les pays totalitaires — apporte ainsi une précieuse contribution à l'histoire d'une des plus dramatiques périodes de l'Europe d'après..., et peut-être d'avant guerre.

Avril 1938.

CHAPITRE PREMIER

LE COTÉ HUMAIN DE HITLER

A l'étranger, comme dans son propre pays, la plupart des gens ne connaissent le chef de l'Allemagne que par ses écrits, ses discours et son aspect physique. Il passe aux yeux du monde pour un orateur enflammé déclamant du haut d'une tribune; pour une idole nationale saluée dans une forêt de bras tendus, lors de colossales démonstrations de masses; pour un personnage rigide, sculptural qui, sanglé dans son uniforme, regarde défiler d'interminables colonnes de robustes jeunes gens chaussés de hautes bottes.

Cette façon de considérer Hitler comme un lugubre robot politique est loin de correspondre à la réalité. Sous les dehors violents qu'il manifeste au public, se dissimule une personnalité humaine et charmante que seuls peuvent apprécier ses intimes.

Bien que sa vie ait été influencée dès le début par une passion pour l'Allemagne, il reste autrichien sous beaucoup de rapports. Sa terre natale et son éducation ont développé en lui ce sens artistique et ces tendances contemplatives propres aux Allemands du Sud. Il ne cherche pas à réfréner ses sentiments. Quand il retrace



l'histoire de sa jeunesse marquée par les souffrances et les privations, quand il raconte les premières luttes soutenues par le mouvement nazi, ses yeux s'emplissent souvent de larmes.

Son caractère est fortement empreint de tristesse et de sensibilité. L'intensité avec laquelle il ressent chaque chose et qui se traduit d'une manière si nette dans son activité d'homme public, le rend vulnérable aux chagrins d'ordre intime. Lorsqu'un de ses amis lui eut dit : « Vous avez eu tant de chance dans tout ce que vous avez entrepris », il répliqua : « Dans ma vie politique, j'ai toujours eu de la chance, mais dans ma vie privée j'ai été plus malheureux que tous ceux que j'ai connus. »

Quoiqu'il ait été élevé dans la religion catholique, Hitler n'est pas un chrétien pratiquant. Cependant, il m'a déclaré un jour avec le plus grand sérieux : « Je crois en Dieu et je suis persuadé qu'Il n'abandonnera pas soixante-sept millions d'Allemands qui ont peiné si dur pour reprendre la place à laquelle ils avaient droit dans le monde. » Dans ses discours électoraux, il exhorte fréquemment ses auditeurs à demander au Seigneur d'étendre ses bénédictions sur la cause nationale.

**

La sobriété de la vie de Hitler est bien connue. Hitler est végétarien, il ne boit que de l'eau et ne fume pas. Ses plats préférés sont la *Nudelsuppe*, ou soupe trempée avec des sortes de croquettes; les épinards, les pommes cuites ou crues; les *Russiche Eier*, ou œufs durs à la mayonnaise. A l'heure du goûter, malgré son désir de ne pas engraisser, il adore manger des éclairs au chocolat. Il ne prend ni thé ni café et ne boit que de l'eau minérale et des infusions de camomille et de tilleul.

“Hitler était un grand chef, comme on n'en trouve peu. Ses connaissances, son intelligence, sa rhétorique et sa volonté, le faisaient finalement triompher dans toutes les discussions.”

Alfred Jodl à Nuremberg, 3 juin 1946

Parfois, à la fin d'une rude journée de labeur ou bien lorsqu'il craint de s'être enrhumé, il avale un peu de cognac dans du lait, mais il a horreur de cela.

Il trouve l'odeur du tabac si désagréable que personne n'a le droit de fumer en sa présence, même après le dîner, ce qui, pour les Allemands, constitue une sérieuse privation.

Lorsqu'il est à Berchtesgaden, il fait de la marche et c'est là son seul exercice; néanmoins il respire la santé, sa peau a une couleur fraîche et ses yeux bleu pâle ont toujours de l'éclat. A Berlin il ne quitte jamais sa résidence qu'en auto. En dépit de ces habitudes sédentaires, il témoigne d'une grande résistance à la fatigue. A Nuremberg, lors de la revue annuelle des troupes d'assaut, je l'ai vu rester debout cinq heures d'affilée dans sa voiture, le bras presque tout le temps raidi dans un salut. Pendant les instants dramatiques qui marquèrent la réoccupation de la Rhénanie, il travailla deux jours et deux nuits sans désemparer. Le troisième soir, il invita à dîner Frau Goebbels et quelques autres amis. Ses hôtes assistèrent à une représentation cinématographique jusqu'à deux heures du matin et lorsque Frau Goebbels suggéra que le Chancelier devait prendre un peu de repos, il dit : « Si vous me quittez maintenant, je lirai jusqu'à quatre heures, j'espère donc que vous allez rester. »

En général, il se couche vers cette heure-là, car c'est surtout entre minuit et quatre heures du matin qu'il étudie les documents d'Etat. Il n'y a qu'à Berchtesgaden qu'il puisse dormir sans avoir recours à un somnifère pris sous forme de capsules, après son repas du soir, en même temps qu'un médicament digestif. Chaque fois qu'il en a la possibilité, il reste au lit jusqu'à midi. Dans l'ensemble, il jouit d'une bonne santé. L'opération que le docteur Sauerbruch pratiqua sur lui au printemps de 1935 avait seulement pour but l'ablation d'un





inoffensif « polype » des cordes vocales que l'on rencontre souvent chez les gens obligés de forcer leur voix dans les réunions publiques.

Hitler est toujours tiré à quatre épingles. Ses épais cheveux bruns sont brossés avec soin et ses joues fraîches rasées de près. Chez lui, point de calvitie naissante et pas un cheveu gris. Il a les dents solides. Ses mains blanches, aux doigts spatulés, sont régulièrement confiées à une manucure. Son éminence thénar est fort développée, ce que les chiromanciens interprètent comme un signe de volonté. Les lobes de ses oreilles sont larges, indiquant, à en croire les physiognomonistes, une grande vitalité.

Son aspect a peu changé durant les quinze années de sa vie publique. Son visage est devenu plus plein, sa silhouette plus étoffée. Ses cheveux, autrefois séparés en deux par une raie, ont été ramenés en une mèche plate qui se rabat sur la tempe gauche.

En Allemagne, Hitler a au moins un sosie. Tout en le regardant passer en revue les troupes d'assaut à Nuremberg au mois de septembre 1936, je découvris, parmi les invalides de guerre, assis dans leurs petites voitures, un homme qui lui ressemblait à tel point que s'ils n'avaient pas été là tous deux au même moment, j'aurais cru impossible une ressemblance naturelle aussi frappante. Cet ancien combattant inconnu avait certainement augmenté à dessein la ressemblance en se coiffant comme le Führer et en coupant sa moustache raide exactement de la même manière que lui. Pourtant, seule la nature avait pu lui donner cette même coupe de visage, ce même angle facial, enfin ce même regard assez enjoué qui caractérise Hitler, comme si son esprit s'amuse à suivre quelque pensée divertissante.

L'uniforme de drap kaki du parti nazi, que porte habituellement le Chancelier, a toujours l'air neuf, et ses chemises, la plupart du temps en soie blanche, sont

fort bien coupées. Hitler raconte souvent qu'à Vienne, lorsqu'il était un jeune homme sans le sou, il s'était promis de s'offrir deux luxes si jamais il devenait riche : le luxe d'avoir une cheminée dans chacune des pièces de sa maison — ce qui est rare en Allemagne — et le luxe de changer de chemise deux fois par jour.

La manche de sa tunique s'orne d'un brassard rouge marqué de la Swastika symbolique. Sur sa poitrine s'étalent la Croix de Fer de Première Classe et l'Insigne de Bronze des Blessés. A sa cravate kaki est épinglé l'emblème nazi.

Lorsqu'il sort, il porte un ceinturon et une casquette militaire, achetés l'un et l'autre aux magasins du Parti. Pour les revues et les autres cérémonies officielles, il troque le pantalon noir qui, chez lui, accompagne sa tunique kaki, contre une culotte brune et des bottes de cheval lacées sur le devant et retenues par derrière par une boucle si mal ajustée que ses bottes ne donnent pas l'impression d'avoir été faites sur mesure. Lorsque je l'ai vu en civil dans son appartement de Munich ou chez Herr von Ribbentrop, le Chancelier portait toujours un veston croisé bleu foncé, une chemise blanche et un col mou.

Herr Hitler a lu énormément. Ses intimes prétendent qu'il connaît les œuvres de tous les principaux philosophes allemands et qu'il a étudié à fond l'histoire, la géographie, les conditions sociales et économiques des grands pays d'Europe. Cependant, l'époque des études sérieuses est finie pour lui et il se délasse des responsabilités du pouvoir en lisant des récits d'aventure. Karl May, écrivain du genre de G. A. Henty, dont les livres tels que *A travers le désert*, sont fort en faveur auprès des jeunes Allemands, est un de ses auteurs préférés.

Dans les ouvrages consacrés aux voyages, les cartes et les plans retiennent surtout son attention. Il déclare que





“Je connais Adolf Hitler et je sais que personne au monde ne se sent plus responsable envers son peuple que lui. Il répond de ses actes devant sa conscience, son Dieu, son peuple et l'histoire, qui sont ses derniers juges. Il ne peut pas cacher sa responsabilité derrière les décisions irresponsables de la majorité d'un Parlement.”

Rudolf Hess, discours à Stockholm

s'il allait à Londres ou à Paris, il serait en mesure de retrouver immédiatement son chemin et il affirme qu'il n'y a guère de monuments célèbres dans le monde qu'il ne saurait dessiner de mémoire. En dehors de l'Allemagne et de l'Autriche, les seules villes qu'il ait jamais visitées sont Bruxelles où il s'est rendu en permission pendant la guerre et Venise où il a rencontré Mussolini en 1934.

Bien qu'il ne joue d'aucun instrument, Hitler est passionné de musique. Il ne manque aucune occasion d'entendre du Wagner ou du Beethoven. Il aime l'opéra par-dessus tout. La représentation officielle des *Maîtres Chanteurs*, à laquelle participent les meilleurs artistes allemands, figure invariablement au programme du Congrès du Parti à Nuremberg. Hitler se vante d'avoir entendu cet opéra une centaine de fois.

« Je crois que je suis l'une des personnes les plus musiciennes du monde », dit-il avec un sourire malicieux.

Il aime beaucoup le théâtre et le music-hall mais il est rare qu'il y aille.

Les questions artistiques l'attirent également beaucoup et il a des connaissances assez étendues sur la peinture. Récemment, il s'est rendu acquéreur d'un Cranach et de deux Breughel pour son appartement de Munich. Toutefois, le domaine auquel il porte le plus d'intérêt pratique est celui de l'architecture. Le titre en moins, c'est lui l'architecte en chef de l'État allemand.

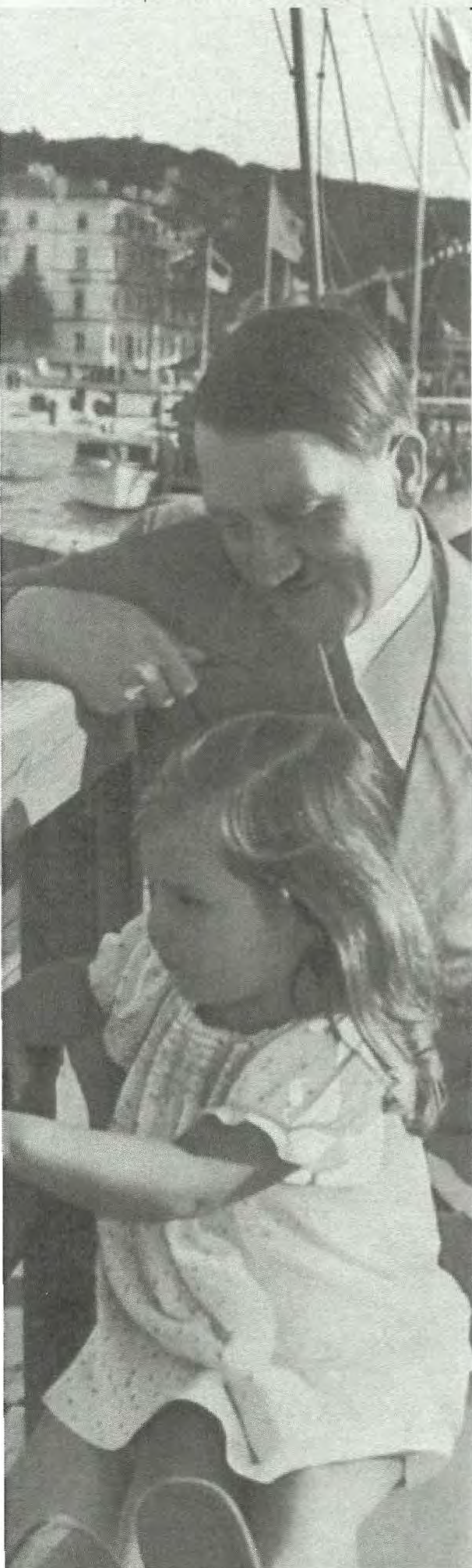
On ne peut construire aucun bâtiment public sans en avoir soumis le projet et les devis au Chancelier qui les examine avec la plus scrupuleuse attention. Dans l'une des pièces de la Chancellerie de Berlin se trouve une table à dessiner, toujours encombrée de plans et à laquelle le Führer se tient pendant des heures traçant des esquisses originales ou modifiant des épreuves. Les caractéristiques architecturales du réseau d'autostrades

dont il a ordonné la création sont entièrement son œuvre. La reconstruction de la résidence officielle du Chancelier à Berlin, les travaux d'agrandissement de la demeure alpestre du Führer en bordure de la frontière autrichienne et d'édification d'un vaste et somptueux nouveau quartier général pour le Parti sur la Königsplatz à Munich, furent menés d'après les directives de Hitler ainsi que la décoration intérieure de ces derniers bâtiments. Son goût est essentiellement d'inspiration moderne avec une prédilection pour la simplicité, la symétrie et l'espace.

Son but est de doter de monuments qui symboliseront son régime la ville de Nuremberg où se tient le Congrès annuel du Parti et celle de Munich où ce même Parti vit le jour et possède un quartier général. Les stades gigantesques de Nuremberg où, au mois de septembre, les différentes organisations nazies paraded devant lui, vont être remplacés par d'autres encore plus vastes. Toujours à Nuremberg, Hitler est en train de faire construire un nouveau Palais du Congrès où pourront se tenir quatre-vingt-dix mille personnes et qui sera le plus grand bâtiment moderne du monde. Sa façade, de près de trois cents mètres de long, sera constituée par une colonnade de robustes piliers en granit. Bien qu'on y travaille depuis deux ans, on en est seulement aux fondations. L'édifice ne sera terminé qu'en 1943. S'il correspond aux intentions de Hitler, il durera aussi longtemps que le Parthénon ou le Colisée. « Dans des milliers d'années, déclare de Führer, les gens s'extasieront devant lui et diront : « Quelle grande race ces Allemands ! »

Le professeur Speer, cet architecte de trente ans, qui a mis au point les détails techniques de ces créations monumentales en s'inspirant des projets du Chancelier, se tient perpétuellement à la disposition de celui-ci. Au beau milieu d'un festival Wagner à Bayreuth, Herr





Hitler se tourna soudain vers lui et s'exclama : « Il nous faut un nouvel opéra-comique à Munich ! Je lui ai déjà trouvé un excellent emplacement » Et, prenant un bloc-notes, il se mit sur-le-champ à dessiner le plan et l'élévation du futur monument. Pendant que l'on construisait la Maison de l'Art allemand à Munich il se rendait chaque jour sur le chantier quand il se trouvait dans cette ville.

Si c'était possible, il aimerait créer de toutes pièces une nouvelle capitale pour l'Allemagne, parce que : 1° le climat de Berlin est tellement sec qu'à la longue, il a tendance à ébranler les nerfs de la population; 2° Berlin étant un centre d'affaires, on y reçoit de sources commerciales, des nouvelles alarmantes qui se répandent aussitôt dans les ministères; 3° le Führer préférerait pour sa part une capitale politique et diplomatique plus tranquille et plus isolée, qui remplisse pour son pays les conditions remplies par Washington pour les Etats-Unis.

Le cinéma est l'une des distractions favorites de Hitler. Il voit tous les films que l'on donne ou que l'on tourne en Allemagne. Il lui arrive souvent, après le dîner, de suivre deux grands films projetés dans un salon de la Chancellerie. Parmi les films qu'il préfère figurent les « Aventures d'un Lancier du Bengale » et je lui ai entendu dire qu'il avait vu cette production trois soirs de suite. Le Chancelier est un spectateur si assidu des films parlants anglais et américains que presque à son insu il commence à acquérir des notions d'anglais.

Beaucoup de gens considèrent l'amour des enfants et des chiens comme l'indice d'un bon cœur. Cet amour est l'un des traits dominants du caractère de Hitler. Il a plusieurs bergers alsaciens à Berchtesgaden et il a été très affligé par la mort d'un de ses chiens préférés, empoisonné, suppose-t-on, par les communistes.

Le Chancelier adore jouer avec la petite Helga Goebbels, une enfant de six ans aux cheveux dorés, dont la mère, Frau Magda Goebbels, femme remarquablement intelligente qui a transmis sa beauté blonde à sa fille, est sa meilleure amie allemande du sexe faible. Lorsqu'elle était très jeune, Frau Goebbels avait épousé un riche industriel rhénan, Herr Quandt, qui avait déjà plusieurs grands enfants. Le mariage ne fut pas heureux et, peu de temps après la naissance de son fils Harold en 1921, Frau Goebbels divorça. Puis elle alla faire un assez long séjour aux Etats-Unis où elle apprit à parler couramment l'anglais. En 1930, elle revint en Allemagne et s'inscrivit dans une organisation nazie à Berlin. Ce fut là qu'elle rencontra et épousa le docteur Goebbels, chef du Parti dans la capitale.

Les amis intimes de Hitler prétendent qu'il est un mime excellent et aime à raconter des anecdotes auxquelles sa façon d'imiter les personnages sur la sellette ajoute beaucoup de piment. Après un concert donné à la suite d'un dîner officiel, je l'ai vu se glisser au milieu d'un groupe d'exécutants et raconter des histoires avec tellement d'entrain que ses auditeurs ne cessaient de s'esclaffer.

Le Chancelier est également fort attiré par les questions mécaniques. Sans aucune expérience pratique, il prend néanmoins un vif intérêt à tout ce qui touche aux automobiles et aux canots à moteur. Il est au courant des derniers perfectionnements du moteur à combustion interne et il est prompt à s'assimiler les caractéristiques d'un nouveau modèle. Herr Werlin, l'un des directeurs de la Société Daimler-Benz, et l'un de ses amis intimes, m'a confié qu'au cours d'une discussion relative à l'ouverture d'un salon de l'automobile, Hitler lui avait décrit avec une précision d'expert, un moteur d'un type spécial qu'il avait vu à Vienne, au moins vingt-cinq ans auparavant. Lorsque s'ouvre le Salon de l'Automobile à





Berlin, il consacre environ deux heures par jour à examiner en détail chacune des voitures exposées. Il affirme avoir couvert près d'un million de kilomètres en auto.

— Je suis reconnaissant à l'automobile car elle a mis toute l'Allemagne à portée de ma main, se plaît souvent à déclarer le Führer.

Toutefois, il n'a aucun désir de conduire lui-même une auto. « Ce n'est pas mon métier », dit-il. L'ardeur qu'apporte Mussolini à piloter des avions, des voitures de course, des motos et des canots à moteur échappe complètement à Hitler dont le tempérament est moins débordant. Il ne partage pas du tout l'âme de son collègue italien pour la vitesse. Son train spécial ne doit pas dépasser le soixante à l'heure, ce qui d'ailleurs provient surtout du fait qu'il dort très mal en chemin de fer, malgré le confort de son wagon particulier pourvu d'une salle de bains en marbre dont la porte s'ouvre sur sa chambre à coucher.

Hitler a une mémoire fantastique. Il se rappelle tous les livres qu'il a lus, l'intrigue de toutes les pièces ou de tous les films auxquels il a assisté. Les gens de son entourage savent que sa mémoire enregistre automatiquement tout ce qu'ils disent et que leurs propres déclarations se retourneront contre eux si plus tard il leur arrive de se contredire.

Il est trop individualiste pour ménager ceux qui travaillent sous ses ordres : « Il estime que ça ne vaut rien d'aider les gens à se sortir d'une difficulté », a dit l'un de ses proches collaborateurs. « Ce n'est que lorsque l'un de ses subordonnés est sur le point de succomber sous le poids du travail ou des responsabilités qu'il vient à son secours. Et encore se borne-t-il à soutenir la tête de l'homme hors de l'eau afin qu'il puisse se tirer d'affaire par ses propres moyens. »

Aussi inexorable que Hitler ait pu se montrer en certaines occasions, il n'est pas d'un caractère rancunier.

« ... à la longue, les systèmes de gouvernement ne s'appuient pas sur la contrainte et la violence, mais sur la foi en leur mérite, sur la sincérité dans la représentation des intérêts d'un peuple et l'aide donnée à leur développement. »

Hitler, Mein Kampf, p. 281

« De combien d'anciens ennemis vous êtes-vous vengé lorsque vous êtes arrivé au pouvoir ? » lui demanda-t-on une fois.

« D'aucun, répondit-il. Il y avait bien des gens avec lesquels j'avais de vieux comptes à régler, mais lorsque je suis devenu chancelier, tout cela m'a paru dérisoire. Lorsque j'étais en prison à Landsberg, un des gardiens était très désagréable avec moi. Il me traitait de « *Dörf-ler* » (lourdard de village). Je reconnais qu'il a dû avoir quelques serremments de cœur lorsque je suis devenu le chef du gouvernement, mais c'eût été ridicule de lui faire quoi que ce soit. »

Dès que le Chancelier est ému, sa générosité est prompte à s'exercer. Au cours de l'été de 1936, il parcourait la Haute-Bavière en auto et s'était arrêté au bord de la route pour admirer un paysage de montagne. Une jolie paysanne d'environ dix-sept ans essaya de s'approcher de lui, mais comme les gardes l'en empêchaient, elle fondit en larmes. Hitler vit sa détresse et lui demanda ce qu'il lui arrivait. Elle lui raconta qu'on avait expulsé son fiancé d'Autriche à cause de son attachement aux doctrines nazies et qu'elle ne pouvait pas l'épouser parce qu'il n'avait pas de travail.

Hitler promit de s'occuper des deux jeunes gens et il procura non seulement une situation au garçon, mais il alla plus loin et installa le couple à Munich dans un appartement où rien ne manquait, pas même un lit d'enfant, ajoute-t-il volontiers avec un sourire. Le Chancelier obtint d'ailleurs sa récompense car, lorsqu'après son mariage la jeune femme vint le remercier, elle se jeta à son cou et l'embrassa.

*
**

Bien qu'il soit sujet à de violents accès de colère, il est plein d'égards pour ses subordonnés et ses domesti-





ques; cependant, sa personnalité et son prestige sont si forts que, sans qu'il y soit pour rien, son entourage, surtout à Berlin, manifeste pour lui une crainte mêlée d'admiration. Il n'y a pas à s'y méprendre, c'est bien une atmosphère de cour qui règne à sa résidence officielle, quoiqu'on observe une étiquette aussi simple que possible en un lieu où se tient le chef d'un gouvernement.

L'Etat-Major particulier du Chancelier se compose de trois assistants qui travaillent d'arrache-pied jusqu'à une heure avancée de la nuit. Le plus connu d'entre eux est l'Obergruppenführer Wilhelm Brückner qui collabore avec Hitler depuis les premiers temps de Munich et partagea sa captivité à Landsberg. Brückner est un homme au visage jovial. Il mesure à peu près un mètre quatre-vingt-quinze et est taillé en proportion. Lorsqu'il était plus jeune, c'était l'un des meilleurs joueurs de tennis d'Allemagne. Il fit la guerre comme officier et a beaucoup de distinction et d'élégance. Lorsqu'on aperçoit sa silhouette imposante, son visage rougeaud, ses yeux sympathiques et pétillants on peut être sûr que Hitler n'est pas loin. On raconte volontiers en Allemagne que Brückner et deux ou trois autres collaborateurs immédiats de Hitler ont conclu une sorte de « Pacte de Mort », jurant de ne pas survivre à leur chef s'il rencontrait une fin tragique.

Herr Schaub est l'un des autres assistants. C'est un personnage au visage pâle et grave. Il porte toujours l'uniforme noir des S. S. tandis que Brückner porte en général l'uniforme kaki des troupes d'assaut. Herr Schaub est un Bavarois de souche paysanne. Son premier contact avec Hitler fut entouré de circonstances romanesques. Employé subalterne des postes, il s'affilia aux Chemises Brunes dès le début. Avant le putsch de Munich de 1923, Hitler remarqua dans les rangs de ses partisans un certain homme qui défilait toujours en

boitant. Lorsque le Chancelier fut emprisonné à Landsberg, cet inconnu, dont la claudication provenait d'une blessure de guerre, vint lui demander un jour de le prendre comme secrétaire non rétribué. Hitler ne se trompa pas sur l'ardent dévouement que trahissait le visage de Herr Schaub et, depuis cette époque, celui-ci partagea la fortune de son chef, d'abord dans les mauvais moments, puis maintenant dans les bons.

Le capitaine Wiedemann est le troisième assistant. C'est un bel homme brun. Sa carrière est encore plus extraordinaire car, durant la dernière partie de la guerre, il commanda la compagnie de Hitler au 16^e régiment d'infanterie bavaroise. Ce fut aux premiers temps du Parti que le capitaine Wiedemann se rendit compte soudain que le prophète du redressement national, dont on commençait à parler en Bavière, n'était autre que son ancien caporal et agent de liaison. Il alla le voir et mit ses services et ses capacités à sa disposition, si bien qu'aujourd'hui il est l'un des trois hommes qui touchent de plus près son ancien subordonné.

Trois valets de chambre, tous trois jeunes hommes appartenant à la *Leibstandarte*, ou Garde Personnelle, et portant l'uniforme noir de leur corps, accompagnent partout Hitler. Ces hommes et les chauffeurs du Chancelier entretiennent des relations démocratiques et presque amicales avec leur maître. Voyageant dans le train spécial de Hitler, je les ai vus, au wagon-restaurant, dîner à une table voisine de celle où le Chancelier avait pris place en compagnie du Maréchal von Blomberg, du Général von Fritsch et de l'Amiral von Raeder, commandant en chef des forces navales.

Hitler est protégé par un petit groupe de détectives sous les ordres du capitaine Rattenhuber, militaire au teint bronzé qui, à l'exemple de ses hommes, porte toujours l'uniforme des S. S. Que le Chancelier, à Munich, dîne dans un restaurant, ce qu'il adore, ou qu'à Berlin,





« Je ne le connaissais [Hitler] qu'en tant que responsable des droits vitaux du peuple allemand et je voyais en lui la bonté envers les travailleurs, les femmes et les enfants et celui qui comblait les intérêts vitaux de l'Allemagne. Je n'ai pas pu reconnaître le Hitler de ce procès. »

Fritz Sauckel au procès de Nuremberg, 23 août 1946

il traverse le salon de thé de l'hôtel Kaiserhof, ces gardes le précèdent de quelques minutes et, après un coup d'œil autour d'eux, s'installent à une table proche de celle qu'il occupera.

Pourtant, Hitler n'a aucune crainte de l'assassinat car il estime que sa destinée le protège. « J'ai toujours pensé que je serais un grand homme, même dans mes jours les plus pénibles », dit-il, « et j'ai la conviction que je vivrai assez longtemps pour accomplir ma tâche ».

Les récits du passage en trombe de son auto fermée dans les rues entre deux rangs de S. S. sont purement imaginaires. Nul chef d'État ne se montre plus volontiers à la foule. On le voit souvent debout auprès du chauffeur, dans une voiture découverte qui marche au pas. En septembre, au Congrès du Parti, il occupe la même tribune que des milliers de spectateurs parmi lesquels se trouvent de nombreux étrangers invités par le gouvernement. Je l'ai vu arriver sans qu'on l'attendît à la représentation de la Passion d'Oberammergau et se mêler à une foule de gens de toutes nationalités. A Munich il lui faut souvent se frayer un chemin jusqu'à sa voiture au milieu d'une cohue d'admirateurs délirants. Moins de six semaines après la « Purge » du 30 juin 1934, il n'hésita pas à assister le 6 août, avec tous les membres du gouvernement, aux funérailles du Président Hindenburg. Le mémorial de Tannenberg, avec ses sept tours dressées vers le ciel, était noir de monde et le Chancelier se tenait au centre, si exposé que la police secrète était rongée d'inquiétude.

Bien que Hitler porte toujours sur lui un revolver, ainsi que me l'ont dit ceux qui ont sa confiance, il a les nerfs solides. Un jour qu'il recevait quelques jeunes femmes, l'une d'elles, par malice, laissa tomber un *Knallerbse* sur le sol. Un *Knallerbse* est une sorte de bombe en carton que l'on vend à Munich au moment du carnaval. L'engin chargé d'un mélange de calcium et

de soufre éclate au moindre choc avec un boum! qui ferait sauter en l'air presque tout le monde, sans parler d'un dictateur. Hitler, lui, ne manifesta aucun effroi et se contenta de rire.

A Berlin, sa résidence officielle, reliée par un passage à la Chancellerie située dans la Wilhemstrasse est « administrée » par Herr Kannenberg, un ancien propriétaire de restaurant qui connaît Hitler depuis fort longtemps et lui sert désormais de majordome. Herr Kannenberg est musicien et joue fort bien de l'accordéon. Il possède tout un répertoire de chansons allemandes et anglaises dont il régale le Chancelier et ses invités. Il a beau être petit, sa corpulence est majestueuse et, lorsqu'il se tient derrière la chaise de son maître, pendant un dîner intime, l'une des plaisanteries favorites de Hitler consiste à lancer par-dessus son épaule : « Kannenberg, dis-nous combien de mentons tu as réellement. »

L'appartement que Hitler occupe au n° 16 de la Prinzregentenplatz à Munich est tenu par un couple, Herr Winter et son épouse. L'installation de cet appartement sans prétention indique que sa haute situation n'a pas altéré les goûts simples de Hitler. C'est exactement le genre d'intérieur que pourrait avoir un homme d'affaires gagnant quelque 1.500 livres sterling par an. La maison est située dans un faubourg de la ville et se dresse au coin d'un jardin. A côté de l'entrée se trouve un petit restaurant.

Les voisins de Hitler sont des gens dans lesquels la police secrète a la plus entière confiance. Ils bénéficient des mesures de protection dont on entoure la personne du Chancelier. Au rez-de-chaussée est installée une salle de garde où un certain nombre de détectives sont toujours en faction. Deux d'entre eux font les cent pas devant l'immeuble et c'est un S. S. en uniforme qui ouvre la porte donnant sur la rue.





Un large escalier de bois conduit au second étage. Rien sur la porte de l'appartement n'indique que là se trouve la résidence privée de l'homme le plus en vue d'Allemagne.

Le vestibule de forme triangulaire est garni, sur un côté, d'étagères remplies de livres au-dessus desquelles est suspendu un portrait de Frédéric le Grand.

La pièce principale, longue et étroite, comporte un angle rentrant analogue à celui du vestibule. De nombreux tableaux ornent les murs. Outre un Cranach du xv^e siècle et l'original du célèbre portrait de Bismarck par Lenbach, on y voit plusieurs de ces toiles populaires, peintes par José Frappa, artiste français de la fin du siècle dernier, et qui représentent des cardinaux en robes écarlates dînant au milieu d'un cadre somptueux.

La pièce contient bon nombre de meubles, tous modernes, en érable de couleur claire. A l'une des extrémités est ménagée une sorte d'alcôve — que les Allemands appellent *erker* — séparée du reste du salon par une cloison basse et renfermant une table ronde au dessus de marbre « *verde antico* ». C'est à cette table que Hitler reçoit ses invités.

« Au Berg », comme le Chancelier et ses amis ont coutume d'appeler sa demeure de Berchtesgaden, la plus âgée des demi-sœurs de Hitler, Frau Raubal, avec laquelle il avait vécu à Munich, aux premiers temps du Parti, et qui avait perdu son mari, était primitivement chargée de présider aux arrangements domestiques. Frau Raubal est une imposante femme de quarante-cinq ans, bâtie en force et qui ne ressemble nullement au Führer. Il y a deux ans, elle s'est remariée et s'en est allé habiter Dresde avec son nouvel époux, un professeur de l'Université, sensiblement du même âge qu'elle. Son frère n'a pas assisté à son mariage. Ses amis prétendent qu'il désapprouve le mariage entre personnes d'un certain âge.

« Le Berg », ou Haus Wachenfeld, ainsi que la maison s'appelait auparavant, a été récemment transformée et rendue méconnaissable. Lorsque Hitler l'acheta en 1923, c'était un chalet d'été tout blanc, tel qu'on en découvre en Haute-Bavière, avec un toit en saillie et des balcons de bois sculptés. La villa a pris maintenant les proportions d'un palais et comporte des salles de réception de style moderne qui rappellent beaucoup celles conçues par Hitler pour la Chancellerie de Berlin. Le hall d'entrée est remarquable par son immense fenêtre unique qui, occupant tout un pan de mur, offre au visiteur extasié un panorama sublime sur toute la chaîne des Alpes bavaroises.

En faisant reconstruire sa demeure, Hitler a pris soin de garder intacte l'ancienne Haus Wachenfeld tout en l'englobant dans les agrandissements car, a-t-il dit, les nombreuses conférences qui s'y tinrent et les décisions qui y furent prises lui confèrent une valeur historique.

Au milieu des montagnes de la frontière allemande, Hitler retrouve la paix de l'esprit. Le cadre étouffant de la Chancellerie de Berlin, où les gens défilent constamment pour l'entretenir d'affaires officielles, lui devient parfois intolérable. Sans crier gare, il commande son avion et vole jusqu'à Munich ou à quelque autre aéroport proche de Berchtesgaden d'où il part en auto pour le « Berg ». Comme il lui prend de plus en plus souvent fantaisie de secouer la routine officielle, Berchtesgaden tend à devenir une seconde capitale diplomatique. Des ambassadeurs y sont allés présenter leurs lettres de créance et les ministres ont l'habitude d'être convoqués au « Berg » en conférence. Un détachement de « Gardes du Corps » de Hitler est cantonné non loin de là et, dans les alentours, des précautions considérables ont été prises pour assurer la défense de la demeure.

A Berchtesgaden, le Führer mène une vie simple. Il revêt en général le costume des paysans bavarois ou





bien il s'habille en civil. De la maison, qui est construite sur un éperon à flanc de montagne, une allée carrossable descend en ligne droite à la route où un poste de gardes S. S. est toujours en faction. C'est là que, pendant les vacances surtout, se réunit chaque jour une foule d'Allemands qui espèrent voir leur chef. Hitler adore descendre l'allée à pied pour les saluer. Il s'intéresse spécialement aux enfants, signe les portraits que les bambins lui tendent et parfois les invite à monter prendre de la limonade ou des gâteaux. Il n'en veut pas non plus à la jeunesse de le déranger lorsqu'il est en train de dîner dans un de ses petits restaurants préférés de Munich. Au contraire, il permet à des groupes des « Jeunesses Hitlériennes » ou de la « Ligue des Jeunes Filles Allemandes » de s'approcher de lui. En général, il va jusqu'à les inviter à sa table, distribue des poignées de main et commande pour tout le monde des glaces et des chocolats.

Son appartement de Munich et sa villa de Berchtesgaden lui appartiennent en propre et c'est lui qui assume les dépenses relatives à leur entretien. Sa résidence officielle de Berlin, son état-major particulier et ses autos sont à la charge du gouvernement allemand. La vente de son autobiographie, *Mein Kampf*, le manuel politique de l'Allemagne, lui a rapporté jusqu'à 50.000 livres sterling en une seule année.

*
**

Bien que Hitler n'aime pas la solitude et adore la compagnie de ses amis intimes, il n'apprécie guère les réceptions officielles. Pendant les deux premières années de son régime, il lui fut possible de s'y soustraire sous prétexte que l'on reconstruisait sa résidence de Berlin. Mais, vers la fin de 1934, celle-ci fut achevée, et je me

« ... non seulement l'homme vit pour servir un idéal le plus élevé, mais aussi [...] cet idéal parfait constitue à son tour pour l'homme une condition de son existence.

Ainsi se ferme le cercle. »

Hitler, Mein Kampf, p. 377

suis trouvé parmi les quatre invités étrangers qui assistèrent au dîner offert par le Chancelier, le 19 décembre 1934. Les autres invités étaient le vicomte Rothermere, son fils, M. Esmond Harmsworth, et un membre très connu de l'association anglo-allemande, M. E. W. D. Tennant.

Le reste des convives, deux douzaines en tout, étaient soit des membres du gouvernement avec leurs femmes, soit des chanteurs d'opéra allemands qui devaient participer au concert après le repas. Le baron et la baronne von Neurath, le docteur et Frau Goebbels, Herr et Frau von Ribbentrop étaient présents. Le général Goering était accompagné de sa blonde fiancée, Frau Emmy Sommermann, qu'il a épousée depuis.

Herr Hitler était en habit, quoiqu'un certain nombre de ses invités allemands eussent endossé l'uniforme du Parti.

Après avoir bavardé quelques instants dans une première pièce avec ses hôtes, le Chancelier les fit passer dans la salle à manger où se dressait une table ovale en bois pâle décorée de bégonias traînants. Le Chancelier prit place au centre de la table avec Frau von Ribbentrop à sa droite et Frau Müller, l'une des chanteuses, à sa gauche. En face de lui s'assit la baronne von Neurath, à côté de laquelle je me trouvais. Les valets de pied qui servaient portaient une veste brune et courte et un pantalon noir. La vaisselle, les cristaux et l'argenterie étaient de style moderne.

Le menu, lui aussi, était d'une simplicité toute moderne. Il se composa d'une tasse de potage blanc et épais, de poisson, de poulet rôti accompagné de légumes, d'une glace et de vins allemands rouges et blancs.

« Cette date-ci marque un anniversaire dans ma carrière », annonça le Chancelier, tandis que nous nous asseyions. « Il y a dix ans aujourd'hui que j'ai quitté la prison de Landsberg. »





Peu nombreux sont les hommes d'Etat qui font allusion en public à leurs revers passés. Avec la simplicité du génie, Hitler a fait du malheureux putsch de novembre 1923, le plus bel anniversaire du mouvement nazi. Au lieu de le passer sous silence comme un échec, on le célèbre comme un glorieux martyr.

Pendant la première partie du dîner, le Chancelier continua d'évoquer des souvenirs de Landsberg. « Lorsque on m'a relâché, au bout de treize mois », dit-il, « pratiquement tout le personnel de la prison, y compris le directeur, avait été converti au mouvement nazi. Le gouvernement bavarois était furieux et envoya la plupart des gardiens suivre les cours de l'école de la police pour les punir. A peine y avaient-ils passé six mois que l'école était devenue un centre de recrutement nazi et qu'on dut la fermer. Ça, c'était du beau travail, car, dans toute la Bavière, se répandit un contingent d'agents de police qui firent de la propagande pour nos principes ».

Le dîner terminé, Hitler se leva et dit : « Ceux qui ne veulent pas fumer veulent-ils me suivre dans la pièce de droite, les autres veulent-ils passer dans celle de gauche ? » Lord Rothermere, qui lui non plus ne fume pas, accompagna le Chancelier ainsi que Herr von Ribbentrop et quelques dames. Pour ma part, je suivis les fumeurs et ne tardai pas à engager la conversation avec le général Goering, qui portait l'uniforme bleu à parements blancs de l'aéronautique et le sabre à poignée croisée qu'il avait spécialement conçu pour cette arme.

Tandis que nous causions, quelqu'un me heurta le coude et ma tasse à café tomba par terre. Un valet de pied la ramassa et, autant qu'il m'en souvienne, l'incident passa inaperçu. Néanmoins, par la suite, il servit de point de départ à une histoire sensationnelle sur Hitler qui fit couler beaucoup d'encre en Amérique.

Cela provint du fait que le lendemain, au bar de

l'hôtel Adlon, on me demanda des renseignements sur le dîner de la Chancellerie, le premier qu'on y eût donné, et qu'au cours de la conversation je mentionnai incidemment la chute de la tasse à café. La facilité avec laquelle les événements les plus ordinaires sont romancés lorsqu'il s'agit de personnages aussi en vedette que Hitler, ressort nettement du développement que l'on donna à l'évocation d'un souvenir insignifiant. On raconta que le Chancelier recevait à déjeuner un Anglais très connu quand son hôte fit basculer un vase de porcelaine. Toujours selon cette version, au bruit de la chute, deux gardes dissimulés derrière les tentures de la fenêtre bondirent hors de leur cachette, le revolver au poing.

Après le café et les cigares, on nous pria de passer dans le grand salon de la Chancellerie. L'intérieur de l'ancienne demeure du prince de Bismarck a été tellement modernisé que seule la façade de celle-ci reste intacte. L'une des extrémités du salon est surélevée et l'on y accède par deux ou trois marches basses. Les murs peints de couleur crème sont ornés de quelques très belles tapisseries anciennes. Des divans larges et bas, des fauteuils modernes sont disséminés un peu partout et le centre de la pièce est occupé par un grand tapis de Perse qui avait été primitivement commandé pour le nouveau palais de la S.D.N. à Genève, mais qui, n'ayant pas été livré à temps, fut acheté par le gouvernement allemand. Un piano à queue était placé sur la petite estrade et le concert commença, auquel prirent part Frau Müller et le célèbre baryton Herr Böckelmann.

En règle générale, les dîners officiels de Herr Hitler sont limités à vingt ou trente invités, mais, pendant les jeux olympiques, j'ai assisté à un grand banquet de plus de cent couverts. Ce dîner était empreint d'un caractère plus cérémonieux que le précédent. Les jeunes domestiques à la veste brune avaient cédé la place à des valets de pied plus âgés qui portaient une livrée bleue et blan-





« Je n'ai jamais reçu du Führer un ordre qui ait violé en quoi que ce soit les lois de la guerre [...]. Je voyais en Hitler une puissante personnalité dont l'intelligence et l'énergie étaient exceptionnelles, et dont les connaissances étaient pratiquement universelles : le pouvoir semblait émaner de sa personne et il était doué d'un remarquable don de suggestion. »

Grand-Amiral Dönitz à Nuremberg, 9 mai 1946

che et des bas blancs. La plupart d'entre eux avaient la poitrine constellée de décorations. Ils étaient dirigés par un majordome en livrée noire et culotte à la française. L'épée de cour au côté, le tricorne sous le bras, il annonçait les invités au fur et à mesure qu'ils se présentaient. Cet homme tenait en outre à la main une longue canne noire dont il frappa le sol pour attirer l'attention des convives lorsque Hitler se leva à la fin du dîner.

Le repas fut servi sur une énorme table en fer à cheval. A la droite du Chancelier était assise Lady Vansittart, femme du sous-secrétaire permanent aux Affaires étrangères de Grande-Bretagne, alors en visite à Berlin, et la comtesse Baillet-Latour, femme du président du comité français des jeux olympiques.

La salle à manger est une pièce spacieuse dessinée par Hitler et construite sur l'emplacement de ce qui était autrefois le jardin de la Chancellerie. Elle a environ trente mètres de long sur quinze de large. De chaque côté une rangée de colonnes en marbre rouge forme une arcade. Les fenêtres tendues de rideaux bruns arrivent à la hauteur du plafond qui est très élevé et fait de mosaïques bleu pâle et or. Un des collaborateurs de Hitler m'a confié qu'on avait modifié une demi-douzaine de fois la couleur de ce plafond avant que le Chancelier ne fût satisfait. De grands candélabres dorés sont disposés à intervalles réguliers dans la pièce dont le seul ornement consistait, ce soir-là, en une énorme tapisserie des Gobelins que l'on avait envoyée du Musée d'art allemand de Munich pour la suspendre au mur, juste derrière le haut bout de la table.

Comme cette réception avait un caractère protocolaire, les hommes portaient tous leurs décorations. Cependant, en dehors de la Croix de Fer et d'autres insignes de guerre allemands et turcs, bien peu de représentants des milieux officiels nazis possédaient l'une de ces plaques, cravates ou cordons qui constituent ordinai-

rement le fond de tableau de ce genre de réunions. Les étrangers étaient donc les seuls personnages décoratifs de l'assistance. Tandis que Sir Robert Vansittart riait et plaisantait après le dîner avec Herr Hess, on pouvait remarquer le contraste entre la splendeur de l'étoile et du cordon de la Grand-Croix de Saint-Michel et Saint-George portés par l'un et la simplicité de l'uniforme de Herr Hess qu'on eût pris volontiers pour une tenue de campagne.

Ce fut peut-être cela qui incita Herr Hitler à créer, peu de temps après, une décoration spéciale pour les services rendus à l'occasion des jeux olympiques. Depuis, il a même été plus loin et a créé un nouvel « Ordre de l'Aigle Allemand » dont Mussolini et le comte Ciano furent deux des tout premiers titulaires.

Un autre point sur lequel une réception de ce genre en Allemagne tranche sur les dîners officiels offerts par la plupart des gouvernements, c'est la toilette des femmes. Sous le régime nazi, la simplicité est la règle rigide qui préside à l'appareil féminin. Le maquillage étant contraire aux principes de ce régime et le port des bijoux étant à peine toléré par un gouvernement aux idées spartiates, les cérémonies officielles en Allemagne manquent un peu de cet éclat que leur confère ailleurs l'extravagance des femmes.

Comme je quittais l'hôtel Kaiserhof et traversais la place pour me rendre au dîner de la Chancellerie, j'eus un exemple vivant de l'adoration patiente que nourrit le peuple allemand pour son chef. Une voix me dit : « Voulez-vous, s'il vous plaît, demander au Führer de se montrer sur le balcon ? Je suis de la province et je voudrais tant le voir ! » C'était une Allemande d'une cinquantaine d'années qui parlait, une femme appartenant à la classe laborieuse. Me voyant en habit, elle avait deviné où j'allais. Environ cinq heures plus tard, je traversai la place en sens inverse. Il était une heure





du matin. La même femme m'arrêta: « Je suis toujours là », fit-elle. « Croyez-vous que j'aie une chance de le voir? »

*
**

Nul aspect de la personnalité de Herr Hitler n'a prêté davantage aux interprétations fantaisistes que celui de ses relations avec le sexe faible.

Le célibat du chef de l'Etat, dans un pays où l'on proclame à l'envi que le mariage et la procréation sont un devoir patriotique, semble requérir quelques explications particulières, d'autant que les raisons communément avancées pour expliquer ce phénomène procèdent soit d'un sentiment morbide, soit d'un romantisme échevelé.

En premier lieu, Herr Hitler n'est point mysogine. Il montre une forte prédilection pour la société des femmes, auprès desquelles il adopte une attitude formaliste qui évoque l'ancien temps.

Il ne peut guère y avoir d'hommes d'Etat européen dont l'abord soit aussi aimable. Il prend la main d'une dame dans la sienne, l'y retient un moment comme s'il s'agissait de quelque objet précieux, tandis que sourient ses yeux bleus et pénétrants, puis il s'incline avec élégance et touche cette main des lèvres. En compagnie des femmes, Hitler prend un air vivement intéressé qui n'a rien de forcé. Il apprécie la beauté à sa juste valeur, mais si une femme ne lui paraît pas intelligente, il évite de poursuivre la conversation avec elle. Dire des fadaïses n'est pas dans sa nature.

Il est assez curieux de constater que deux de ses meilleures amies sont de charmantes représentantes de l'aristocratie anglaise, les deux filles de Lord Redesdale, l'Honorable Mrs Diana Guinness et sa sœur cadette, l'Honorable Unity Freeman Mitford.

Lors de la plupart des récentes grandes cérémonies du Parti nazi, ces jeunes femmes ont attiré toute l'attention sur elles, non seulement en raison de leur silhouette gracieuse et élancée et de leur beauté blonde si remarquable, mais encore — et cela compte aux yeux des Allemands tout au moins — parce qu'elles arborent l'insigne à la croix gammée que Hitler lui-même leur a conféré comme une distinction personnelle, en les autorisant à porter la reproduction de sa signature au dos de cet insigne pour bien indiquer qu'elles y ont droit.

Ce fut la plus jeune des deux sœurs, Miss Unity Mitford, qui la première fit la connaissance de Hitler. En 1934 elle suivait des cours à l'école des Beaux-Arts de Munich et déjeunait dans un des petits restaurants que le Chancelier fréquente régulièrement lorsqu'il est dans la capitale de la Bavière.

Personne ne peut rester bien longtemps dans un endroit où se trouve Miss Unity Mitford sans la remarquer. Ses cheveux dorés, sa peau délicate et ses yeux bleus correspondent au plus haut point aux canons de la beauté nordique que les Allemands admirent par-dessus tout.

Il était normal que Hitler cherchât à obtenir des renseignements sur cette séduisante jeune fille. Apprenant que c'était une étudiante anglaise, il envoya son imposant assistant, Herr Brückner, lui présenter les compliments du Chancelier et lui demander si elle parlait allemand. Dans l'affirmative, lui ferait-elle l'honneur de venir prendre le café avec ses amis et lui ?

Ainsi se noua, sans cérémonie, une amitié qui devait bientôt s'étendre à Mrs Guinness, la sœur de Miss Mitford, lorsqu'elle vint voir cette dernière à Munich.

Pour Herr Hitler, surmené par la conduite d'une grande nation et la direction d'un immense parti, la société de ces jeunes Anglaises a un attrait que l'on imagine facilement. Les deux sœurs peuvent lui parler avec





une liberté dont fort peu d'Allemands oseraient user. Leur façon d'envisager la vie, provenant d'un milieu et d'une éducation différentes, s'oppose souvent à celle que possèdent les gens qui fréquentent le Chancelier. Elles ont un sens très vif de l'humour que, en dehors du docteur Goebbels et de sa femme, peu de personnes partagent dans l'entourage immédiat du Führer. Leur finesse d'esprit et leur entrain agissent comme un tonique sur un homme sujet aux brusques sautes d'humeur d'un tempérament nerveux.

Nul étranger, et pas beaucoup d'Allemands, ne jouissent aussi étroitement de la confiance d'Adolf Hitler que les sœurs Mitford. Non seulement elles sont invitées aux grandes cérémonies du Parti nazi et aux dîners officiels de la Chancellerie, mais, depuis qu'elles passent la majeure partie de leur temps en Allemagne, elles rencontrent fréquemment le Führer.

Leur arrivée à l'Hôtel Kaiserhof est généralement suivie d'une invitation à traverser la place pour aller prendre le thé ou dîner au palais du Chancelier, ou bien y voir un film, distraction à laquelle succède une conversation animée qui se prolonge bien après minuit.

Aucun trait du caractère de Hitler n'est plus humain que le plaisir qu'il prend dans l'agréable compagnie de ces jeunes femmes représentatives des Anglaises d'aujourd'hui. Je me rappelle sa joie, lorsqu'elles lui rendirent une visite inattendue à Cologne pendant sa campagne pour les élections générales de 1936.

Hitler n'était pas encore arrivé quand, pénétrant dans le restaurant de l'Hôtel Dom, je trouvai Mrs Guinness et Miss Mitford en train de déjeuner. Elles me prièrent de me joindre à elles et m'apprirent qu'elles étaient venues à Cologne pour écouter le grand discours que Hitler devait y prononcer ce même soir.

« Le Führer ne sait pas que nous sommes ici, ce sera donc une surprise pour lui », dit Miss Mitford.

« Beaucoup de réformes sociales de Herr Hitler, malgré leur négation absolue de liberté personnelle de pensée, de parole ou d'action, étaient des réformes démocratiques extrêmement avancées [...]. Une grande part de sa législation sous ce rapport survivra dans un monde nouveau et meilleur [...]. »

Sir Nevile Henderson, ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, 1939

Tandis que nous déjeunions, le capitaine Rattenhuber, chef des gardes du corps de Hitler, m'annonça qu'il avait reçu l'ordre de me conduire en auto à la gare pour rencontrer le Chancelier à l'arrivée de son train spécial.

« Je me demande s'il consentirait à nous emmener, nous aussi », firent les sœurs Mitford lorsqu'il se fut éloigné. Je courus après l'officier pour m'en enquérir.

« Je crains de ne pas pouvoir, me répondit-il. Je dois vous conduire dans la voiture particulière du Führer et je n'ai pas la permission d'y emmener des dames. Je vais m'arranger pour qu'on leur réserve une fenêtre de l'hôtel afin qu'elles puissent assister au défilé. »

« Nous ne voulons pas assister au défilé, proclamèrent les jeunes Mitford, mais nous voulons rester dans le hall de l'hôtel avec les gardes pour que le Führer nous voie dès qu'il entrera. »

Je me rendis à la gare au-devant du Chancelier, je remontai dans sa voiture pour l'accompagner à une réception donnée en son honneur à l'hôtel de ville, je traversai à ses côtés les rues de Cologne noires d'une foule enthousiaste, puis je rentrai à l'hôtel Dom où le Führer avait invité les principaux chefs nazis et leurs épouses à prendre le thé dans une grande salle du premier.

Pour de nombreux Anglais, le Dom est l'hôtel le plus connu d'Allemagne, car pendant l'occupation de la Rhénanie par les Alliés, l'armée britannique l'avait réquisitionné. En prévision de l'arrivée du Chancelier, de chaque côté du hall s'alignait une solide rangée de gardes noirs placés épaule contre épaule.

Derrière eux s'entassaient les invités, le personnel de l'hôtel et toutes les notabilités locales qui avaient pu entrer. Chacun allongeait le cou pour apercevoir le Führer. Cependant, au milieu des gardes, nue-tête comme toujours, un sourire de bienvenue sur leur joli visage, se tenaient les deux sœurs, Diana et Unity.





En pénétrant dans le hall, Hitler avait une expression figée et sévère. Il leva automatiquement la main pour répondre au tonnerre de « Heil! » qui l'accueillit et au salut nazi d'une forêt de bras brusquement raidis.

Alors son regard se posa sur les deux sœurs. Un sourire détendit aussitôt son visage.

« Was! Ihr beide hier! » s'exclama-t-il. Vous allez venir prendre le thé avec nous. »

Et la chaleur de l'accueil réservé à Mrs Guinness et à Miss Mitford par les membres du gouvernement nazi réunis dans le salon du premier donna la mesure de la popularité dont jouissaient les jeunes femmes dans les plus hautes sphères politiques de l'Allemagne.

Si ces jeunes Anglaises ne faisaient pas preuve d'un grand tact, une telle amitié avec le Führer serait impossible. Elles évitent de se mêler à la politique allemande. Par leur charme naturel, leur parfaite éducation et leur habitude du monde, elles ont contribué dans une large mesure à faire mieux comprendre à Hitler l'Angleterre et le caractère anglais.

Des relations platoniques, comme celles que je viens de décrire, donnent une idée exacte du goût de Hitler pour les amitiés féminines. Sa vie est dominée par la conviction qu'il a une grande mission à remplir. Il ne permet à aucune influence extérieure de s'interposer entre lui et son œuvre. En éliminant les complications qui naissent du mariage ou d'une intrigue amoureuse, le Führer économise de l'énergie et s'épargne une perpétuelle préoccupation. En outre, par ce moyen — bien que cela ne soit peut-être pas voulu de sa part — il augmente son prestige mystique auprès de ses concitoyens.

Le fait de vivre seul s'accorde fort bien avec son rôle¹ de grand prêtre du peuple allemand.

Il n'est pas rare que l'ardeur avec laquelle un but est poursuivi soit une cause de célibat et, dans le cas de Hitler, la sublimation des instincts sexuels au profit de l'accomplissement des devoirs publics est peut-être facilitée par la maîtrise de soi qu'il a déjà témoignée en se passant de vin et de tabac, en se limitant à des aliments d'une simplicité monacale.

Il est certain que cette discipline imposée aux instincts humains n'implique pas un manque de compréhension des hommes. L'un des traits les plus frappants de la personnalité de Hitler est cette faculté qu'il possède de se mettre en harmonie avec autrui. Les hommes aux caractères les plus divers qui ont affaire à lui acquièrent tous la certitude qu'il existe quelque lien spécial entre eux et le Führer. Son esprit, comme celui de maints grands chefs du passé, est très sensible aux phénomènes d'ordre psychique. Je me suis laissé dire que la région en bordure de la frontière austro-allemande, où Hitler a vu le jour, est, à l'exemple des Highlands d'Ecosse, riche en habitants doués d'une intuition particulière.

La sensibilité du Chancelier aux influences psychiques se manifeste dans ses discours. Au début d'une harangue, son élocution est parfois lente et pénible. Ce n'est que lorsque son esprit s'imprègne de l'atmosphère spirituelle engendrée par un vaste auditoire, que se déploie son éloquence qui produit un effet magique sur la nation allemande. Hitler réagit d'une telle manière à ce contact métaphysique que chacun des membres de la multitude éprouve l'impression d'entrer personnellement en communion avec lui.

L'histoire suivante, empruntée aux souvenirs de guerre

1. En français dans le texte.





du Chancelier, semble indiquer qu'il sait lui-même à quoi s'en tenir sur cette sorte de sixième sens.

« J'étais en train de dîner dans une tranchée avec plusieurs camarades, raconte-t-il. Soudain, une voix parut me dire: « Lève-toi et va là-bas. » La voix était si nette, si pressante que j'obéis machinalement, comme si j'avais reçu un ordre militaire. Je me levai aussitôt et fis une vingtaine de mètres dans la tranchée en emportant avec moi mon dîner dans ma gamelle. Puis, l'esprit tranquilisé, je me rassis et me mis en devoir de continuer mon repas.

» A peine m'étais-je installé que je vis une lueur et entendis monter un bruit assourdissant de l'endroit que je venais de quitter. Un obus isolé avait éclaté sur le groupe où je me trouvais et tous mes camarades furent tués. »

CHAPITRE V

LE RÉGIME ET SON ŒUVRE

Le gouvernement hitlérien a entouré l'Allemagne d'un voile de mystère. A travers ce rideau, le monde, intrigué, impressionné et de plus en plus étonné, a assisté à une série d'événements étranges. Certains d'entre eux furent illustrés par des réalisations administratives très profitables au peuple allemand et tout à l'honneur des Nazis; d'autres furent marqués par des actes de répression rigoureuse et par des sanctions disciplinaires prises à l'intérieur du Parti.

Tous ces événements furent caractérisés par le même secret de conception et la même rapidité d'exécution. Tandis que dans les pays démocratiques les changements de politique intérieure ou extérieure font à l'avance l'objet de débats publics, personne en Allemagne nazie, à l'exception du petit groupe de confidentes du Chancelier, ne sait à quoi s'en tenir sur les mesures que prendra le gouvernement avant que celles-ci ne soient un fait accompli.

Ce n'était pas là le genre de gouvernement que Hin-



denburg avait envisagé en acceptant de nommer Hitler Chancelier et en lui donnant von Papen pour mentor.

Le Président et von Papen avaient tous deux sous-estimé l'énergie dynamique et l'esprit de décision des Nazis. A l'exemple du coucou, le Parti grandit si vite et se démena si bien que les autres occupants du nid gouvernemental furent bientôt évincés.

Les deux postes ministériels que Hindenburg avait concédés à Goering et à Frick, devinrent, grâce à l'activité de leurs titulaires, les positions-clé du gouvernement. Goering, qui cumulait les fonctions de Ministre de l'Air et de Ministre de l'Intérieur de la Prusse, se mit immédiatement à « nazifier » la police prussienne qu'il entraîna, par une série d'ordres sévères, à se montrer implacable dans la répression de toute résistance à la politique gouvernementale. Frick entreprit ce qu'on appela par euphémisme la « coordination » des services civils, ce qui revint à dire que tout fonctionnaire dont les convictions nazies n'étaient pas certaines perdit son poste.

Un décret d'urgence conféra au gouvernement le pouvoir de supprimer les réunions publiques et les journaux. Les Allemands commençaient à sentir la main ferme de leur nouveau maître et, étant allemands, ils s'en réjouissaient, car, selon les propres termes d'Hitler : « Le peuple aime mieux être commandé qu'adulé. »

La date des nouvelles élections fut fixée au 5 mars. Or, tandis que l'Allemagne s'apprêtait à voter, un événement mystérieux vint surprendre le monde : l'incendie du Reichstag. Le 27 février 1933 au soir, des passants virent des flammes sortir des fenêtres du Reichstag situé à côté du Tiergarten. Aussitôt alertée, la police trouva la grande salle du Parlement en flammes à plusieurs endroits. L'incendie se propagea avec une telle rapidité que les pompiers ne purent faire mieux que de le circonscrire au centre du bâtiment. Dans l'in-

tervalle, on avait arrêté un jeune homme qui rôdait dans un couloir, ayant pour tout vêtement un pantalon et une paire de chaussures et qui, selon toute apparence, avait déchiré sa chemise en lambeaux pour allumer les divers foyers. C'était un ouvrier hollandais du nom de Van der Lubbe ainsi qu'en faisait foi le passeport qu'il portait sur lui. Il avoua qu'il avait mis le feu à l'édifice.

Le lendemain, un décret fut pris « pour la protection de la nation contre le péril communiste ». La loi martiale était pratiquement instaurée en Allemagne. Les libertés civiles étaient suspendues. Les gardes d'assaut investis d'une autorité spéciale reçurent l'ordre d'arrêter les gens suspectés de communisme, car le gouvernement annonça qu'on avait découvert les plans d'une vaste insurrection communiste qui devait éclater aussitôt après l'incendie du Reichstag.

Cinq hommes accusés de complicité dans l'incendie furent traduits devant la Cour Suprême d'Allemagne. C'était Van der Lubbe, le jeune Hollandais, qui lors du procès parut atteint d'aliénation mentale et fut incapable de fournir la moindre déclaration intelligible; Ernst Torgler, leader du Parti Communiste au Parlement et qui s'était trouvé au Reichstag une heure avant qu'on ne donnât l'alarme; deux obscurs communistes bulgares et un troisième Bulgare, Dimitrov, que son attitude provocante mit en vedette.

Après huit mois d'audiences et d'ajournements successifs, seul Van der Lubbe fut condamné et eut la tête tranchée. Les quatre autres, malgré leur acquittement, furent gardés en prison sous l'inculpation de menées communistes. Ils y restèrent jusqu'à ce que l'Angleterre ayant officiellement donné à Hitler l'assurance que la libération de Dimitrov se traduirait par une amélioration des sentiments britanniques à l'égard de l'Allemagne, le Chancelier eût annoncé son intention de le relâcher





dans une interview qu'il m'accorda en février 1934. En compagnie de deux autres détenus bulgares, Dimitrov fut donc déporté par avion en Russie, où nommé depuis secrétaire de la Troisième Internationale, il est devenu le plus puissant ennemi du Parti nazi dans le monde.

Si les élections générales du 5 mars ne furent pas pour les Nazis un succès aussi écrasant que les plébiscites postérieurs, elles n'en donnèrent pas moins à Hitler et à ses alliés nationalistes une majorité de cinquante-deux pour cent au Reichstag. Avec 288 sièges représentant plus de dix-sept millions de voix dans le pays, les Nazis à eux seuls formaient 44 pour cent de la nouvelle Chambre. Ils avaient l'appui de 52 Nationalistes et membres du Stahlhelm qui continuaient de suivre leurs chefs respectifs, Hugenberg et Seldte, tous deux pour le moment collègues de Hitler dans le nouveau ministère.

Par cette victoire, Hitler atteignait enfin son but qui était d'arriver au pouvoir par des moyens légaux. Il s'était juré de ne pas recourir à d'autre tactique, mais il s'était juré aussi, lorsqu'il serait investi de l'autorité, d'abolir le gouvernement parlementaire en même temps que les méthodes démocratiques et de les remplacer par ce « principe de direction », base fondamentale du système nazi.

Ce procédé de *Gleichschaltung*, ou d'« unification », fut aussitôt mis en œuvre.

Le gouvernement nazi manifesta d'abord la bonne volonté dont il était animé envers les ouvriers allemands en transformant le Premier Mai, jusque-là fête rouge, en une journée nationale du travail. Le Parti, qui a le génie de la mise en scène et de l'« atmosphère », remplaça cette manifestation annuelle, toujours émaillée de bagarres, par un gigantesque « prêche en plein air » où l'on exalta les vertus patriotiques. Devant un vaste auditoire réuni au Tempelhofer Feld à Berlin, Hitler

« L'État national-socialiste est un État unitaire. Le pouvoir est entre les mains d'un représentant du peuple, désigné par le peuple même. Tout ce qu'il y a d'artificiel dans ce que les hommes ont créé est mis de côté, mais nous nous inclinons devant tout ce que la nature nous a donné. »

Hitler, entretien accordé à Kazimierz Smogorzewski de La Gazette de Varsovie, 1934

se proclama seul gardien des intérêts de toutes les classes de la nation et lança un appel passionné à l'unité allemande.

Tous les haut-parleurs et tous les postes de T.S.F. d'Allemagne transmirent ses paroles.

« Allemands! Vous n'êtes pas de qualité inférieure, quoique le monde puisse le déclarer des milliers de fois! Vous n'êtes pas une nation inférieure et de second rang! Réveillez-vous, prenez conscience de votre propre importance! Rappelez-vous votre passé glorieux et ce que vos pères, oui, vos pères, et vous-mêmes avez accompli! Oubliez les quatorze dernières années de décadence! Pensez seulement aux deux mille ans de l'histoire d'Allemagne! Vous serez de nouveau une puissante nation pour peu que vous en ayez la volonté! »

Quelle qu'eût été l'efficacité de pareils stimulants lorsque Hitler n'était qu'un chef de parti parmi tant d'autres, ils opérèrent encore avec plus de force lorsque le Führer les employa en sa qualité de chef du gouvernement allemand. Désormais Hitler avait non seulement le désir mais aussi le pouvoir de réhabiliter l'Allemagne.

Les Allemands de toutes classes comprirent soudain qu'ils ne seraient pas obligés de supporter éternellement les conséquences de la défaite. La flamme du patriotisme était ranimée et ressemblait à ces réveils religieux qui parfois secouent l'Angleterre et les États-Unis, convertissant les plus réfractaires.

Les hommes en état d'extase religieuse ou politique considèrent toute critique adressée à leur prophète comme un sacrilège et approuvent que l'on déploie la plus grande sévérité dans la suppression de l'hérésie.

Ces sentiments-là se manifestent souvent avec le plus de force chez les plus récents convertis à une foi. Il ne faut donc pas s'étonner que la nation allemande ait accepté avec empressement la discipline rigoureuse imposée par le régime nazi. Si la restriction des libertés





individuelles était le prix du redressement national, les Allemands étaient disposés à le payer.

A l'extérieur, on ne se rendit pas compte que la Gauche était non seulement réduite à l'impuissance mais encore qu'elle était en grande partie convertie.

A cette époque, fort peu d'étrangers pensaient que la véritable réponse à la question : « Que sont devenus les six millions de communistes allemands qui votèrent aux élections générales avant la prise du pouvoir par Hitler ? » était bien simple. La plupart des communistes étaient passés au nazisme.

Cela explique la facilité avec laquelle les syndicats allemands et le parti social-démocrate furent supprimés et leurs biens confisqués. En juillet 1933, le même sort fut réservé au parti du centre catholique avec le consentement du Vatican qui avait déjà signé un concordat avec le gouvernement nazi.

Les organisations nationalistes et celle du Stahlhelm furent en fin de compte « coordonnées » avec le Parti nazi et Hugenberg, chef des premières, quitta le cabinet. On découvrit un peu plus tard que le Stahlhelm servait de refuge à des éléments secrètement hostiles qui se croyaient en sûreté dans les rangs de cette association d'anciens combattants. Le Casque d'acier fut donc dissous, les suspects éliminés et les membres dignes de confiance enrôlés dans le Parti nazi.

Moins de six mois après être arrivé au pouvoir, avec seulement deux de ses collaborateurs dans les conseils du gouvernement, Hitler avait pourvu d'hommes à lui huit postes ministériels sur quatorze. Les six autres ministres, dont les plus connus étaient von Papen, vice-chancelier, le baron von Neurath, ministre des Affaires Étrangères, et le général von Blomberg, ministre de la Défense, avaient beau ne pas être membres du Parti, ils n'en étaient pas moins des alliés sur lesquels on pouvait compter.

Le 14 juillet 1933, le cabinet nazi annonça la suppression de tous les partis politiques à l'exception du Parti national-socialiste. La proclamation était rédigée en ces termes :

« Le Parti National-Socialiste des ouvriers allemands est le seul parti politique en Allemagne. Quiconque tentera de maintenir l'organisation d'un autre parti politique ou de former un nouveau parti politique sera puni d'emprisonnement. »

Le seul vestige de contrôle populaire laissé au pays était contenu dans la phrase :

« Le cabinet national pourra demander au peuple par voie de référendum s'il approuve ou désapprouve certaines mesures envisagées par le cabinet national. »

La mainmise des Nazis sur l'Allemagne était complète. Soixante-cinq millions de personnes, peut-être les plus disciplinées et les plus industrieuses du monde, un pays entier doué d'un grand génie scientifique, doté d'un merveilleux équipement industriel et de riches ressources agricoles, une nation qui occupait une position centrale au cœur de l'Europe, n'obéissaient plus désormais qu'à une seule volonté. Les ministres de Hitler n'étaient pas des collègues partageant la responsabilité de leur chef, mais un état-major général chargé d'exécuter des ordres. Du consentement de toute la nation, Hitler se mit à gouverner l'Allemagne avec une autorité que l'Angleterre n'a pas connue depuis Elizabeth.

*
**

Pendant ce temps-là, le gouvernement nazi édifiait aussi vite qu'il démolissait. Les gouvernements provinciaux, qui administraient les anciens Etats de l'empire allemand dont les princes avaient été chassés lors de la révolution de 1918, furent abolis. L'Allemagne fut





« Plus les hommes sont portés à rejeter au second plan leurs intérêts personnels, plus grande est leur capacité de fonder des communautés étendues. »

Hitler, *Mein Kampf*, p. 297

divisée en onze provinces nouvelles placées chacune sous l'autorité d'un gouverneur responsable devant le Chancelier seul.

Pour remplacer les syndicats et les associations patronales, on créa un « Front Allemand du Travail » qui réunissait patrons et ouvriers et les mettait au service de l'Etat.

S'inspirant du *Dopolavoro* inventé par Mussolini, le Dr Ley, ministre du Travail du Reich, greffa sur le Front du Travail un système d'organisation des loisirs des travailleurs. Cette institution appelée *Kraft durch Freude* (la force par la joie) a grandement contribué à rendre le régime populaire auprès des plus jeunes ouvriers allemands. Ceux-ci travaillent plus dur et gagnent moins que les ouvriers anglais, mais sous le rapport des sports et des distractions raisonnables ils sont plus gâtés. Le travailleur allemand n'a pas d'argent à dépenser en matches de football, en séances de cinéma, en courses de chevaux ou de lévriers, mais pour tout ce qui concerne l'essentiel de la vie, il est plus heureux que son camarade britannique.

Les 350.000 membres de la *Kraft durch Freude* sont envoyés en vacances dans des endroits aménagés pour eux et, à cette occasion, les chemins de fer leur consentent des prix de faveur. 30.000 lits leur sont réservés dans différentes stations d'été et 20.000 autres dans l'île de Rügen, en Baltique, où, sur plus d'un kilomètre et demi, s'alignent des chalets avec des balcons pour les baigneurs. Des milliers de travailleurs désignés par un vote de leurs camarades partent chaque été en croisière pour Lisbonne et Madère sur une flotte de six bâtiments affectés à cet usage. En hiver, ces mêmes navires amènent les Allemands résidant à l'étranger qui veulent passer chez eux des vacances bon marché.

Dans les hôtels de sports d'hiver de la *Kraft durch*

Freude on apprend le ski à 25.000 membres de l'organisation. Tout jeune homme et toute jeune fille faisant preuve de dispositions dans une branche quelconque de l'athlétisme reçoit un équipement convenable et a toutes facilités pour développer ses dons.

La section sportive créée par le Parti comprend plus de trois millions d'adhérents. Les jeunes qui satisfont aux épreuves d'athlétisme assez dures, obtiennent un insigne de bronze qu'ils portent avec fierté. Il existe des insignes d'or et d'argent pour les personnes plus âgées qui réussissent à accomplir les mêmes performances. La fille de l'ex-Kaiser, la duchesse de Brunswick, autrefois Princesse Victoria-Louise, m'a montré, non sans plaisir, l'emblème d'or des femmes qu'elle a obtenu en satisfaisant aux épreuves à quarante ans passés.

*
**

Afin de réorganiser l'agriculture, on créa un office d'Etat analogue à celui créé pour les travailleurs de l'industrie. Cet office s'appelle le *Reichsnährstand* ou « Département de l'Alimentation nationale ». Il fixe les prix et détermine la quantité et le genre de récoltes que chaque fermier devra semer. Pour attacher les gens à la terre, le gouvernement promulgua le 20 septembre 1933, une loi sur la propriété héréditaire des fermes. Elle libère de toute charge les propriétés allant jusqu'à 120 hectares. Ces fermes ne peuvent être ni vendues, ni hypothéquées, ni saisies pour dettes. A la mort du fermier, son fonds revient tout entier à son parent mâle le plus proche. La seule personne qui puisse intervenir dans les affaires du propriétaire, c'est l'Etat. Si la ferme est mal exploitée, l'Etat a le droit de la confier à l'héritier le plus proche.

Un million de fermiers allemands sont soumis à ce





régime semi-féodal et ont l'Etat pour suzerain direct. Ces mesures ont eu pour effet de nationaliser les approvisionnements en denrées alimentaires du pays.

La politique à longue vue du régime nazi rend l'Allemagne de moins en moins tributaire de l'étranger sous le rapport de son alimentation. Tandis qu'en Angleterre on laisse l'agriculture périlcliter au moment où d'autres industries sont en plein essor, en Allemagne on protège les fermiers et on leur garantit un profit justifié par les services qu'ils rendent à la communauté.

Les champs en friches, les terrains couverts de charbons ou transformés en marécages de la campagne anglaise n'ont pas leur pendant en Allemagne où le sol est considéré comme un trésor national dont il faut tirer le maximum.

Si des imperfections naturelles rendent certaines terres impropres à une culture rémunératrice, les trois cent mille jeunes gens des camps de travail sont là pour remédier à la situation. Un fermier dont le domaine a besoin d'être spécialement drainé ou asséché, un propriétaire qui veut faire construire un barrage pour accroître la capacité productrice de son bien, ou un village auquel il faudrait un nouvel abreuvoir peuvent s'adresser aux représentants locaux du ministère du Travail et, si leur requête est acceptée, ils verront venir à eux un groupe de jeunes gens robustes qui se mettront à l'œuvre avec un enthousiasme de pionniers aux colonies.

Les frais sont en grande partie à la charge de l'Etat, mais le cultivateur ou la communauté versent une somme proportionnée aux bénéfices résultant des travaux entrepris.

Les effets de cette sage politique dépassent de beaucoup le cadre de l'agriculture proprement dite. La nation tout entière est approvisionnée en produits frais, obtenus dans le pays même et d'une valeur nutritive

bien supérieure aux denrées alimentaires importées que l'on consomme en Grande-Bretagne.

En Allemagne, les industries ont dépassé le stade de la concurrence anarchique qui caractérise encore l'économie anglaise. Tous les producteurs allemands, du grand patron au plus humble ouvrier, prennent conscience de leur rôle. On leur enseigne que chacun d'eux n'est qu'une unité dans une entreprise d'utilité publique et que les intérêts personnels sont naturellement subordonnés aux intérêts du pays pris dans son ensemble.

La liberté d'action se traduit en général par un beau gâchis qu'évitent les régimes autoritaires. La différence entre l'Allemagne et les pays démocratiques est comparable à celle qui existe entre les joueurs de football professionnels et les amateurs. Les amateurs peuvent prendre plaisir à jouer, mais les professionnels ont la satisfaction de pratiquer un meilleur football.

En Angleterre, on encourage beaucoup par la parole le « travail d'équipe » appliqué aux affaires intérieures, cependant le pays reste individualiste à l'extrême. Les Nazis non seulement prêchent leur idéal mais ils l'appliquent en s'inspirant de leur devise *Gemeinschaft und Dienst* (Camaraderie et Service).

Il faut travailler dur lorsqu'on fait partie de l'équipe nazie dont l'entraînement est si poussé, mais ça ne va pas sans de grandes compensations. Les garçons et les fillettes, les jeunes gens et les jeunes filles d'Allemagne, ont plus de distractions qu'ils n'en auraient ailleurs à moins d'appartenir à des familles aisées. Sous le régime nazi ils mènent une vie identique, que leurs parents soient riches ou pauvres.

Nulle part au monde on ne rencontre plus de vigueur, d'entrain et de joie que dans ces énormes camps de « jeunesse hitlériennes » qui, l'été venu, sont établis dans tout le pays. Cette heureuse jeunesse y pratique





« C'est à bon droit que les ouvriers se demandent : où existe-t-il dans le monde entier, un chef d'État aussi solidaire de ses ouvriers qu'Adolf Hitler ? »

Theodore Kessemeier, DFB-Informationen Zentrale, 30 décembre 1940

toutes sortes de sports et reçoit une instruction des plus variées, allant du vol à voile à la réparation des automobiles en passant par la navigation à voile et l'équitation.

A l'exemple de Mussolini, Hitler ne veut pas confier d'armes aux enfants. Jusqu'à ce qu'un jeune Allemand soit appelé sous les drapeaux, ses moniteurs se bornent à perfectionner son développement physique. Les camps de travail, dans lesquels tout jeune Allemand est tenu de passer six mois, sont une université nationale de camaraderie où toutes les classes se mêlent et apprennent par expérience que le travail manuel a sa dignité propre.

Ces diverses institutions ne donnent peut-être pas tous les résultats qu'on en attendrait sur le papier, mais, dans toutes les manifestations de la vie nationale, on voit l'influence du régime nazi transformer en réalités ce qui ailleurs demeure le rêve des réformateurs sociaux. Cette activité se manifeste d'une manière frappante dans la *Schönheit der Arbeit*, organisation qui mène une campagne pour la création de cités-jardins et l'embellissement des lieux de travail. On est même allé jusqu'à interdire la vente des cartes postales grossièrement comiques et le placardage des affiches par trop laides.

On encourage les ouvriers allemands à mettre en valeur tous leurs dons en organisant des compétitions locales et nationales d'habileté manuelle. Cette *Reichsberufswettkampf* oppose amicalement, chacun dans sa spécialité, les coiffeurs et les cordonniers, les peintres et les plombiers, les charpentiers et les mineurs, bref, les représentants de tous les métiers chaque fois qu'il est possible de mesurer l'habileté individuelle.

Le gouvernement nazi a entrepris également d'assurer aux ouvriers de l'industrie une existence semi-rurale. Aux abords des villes industrielles on a créé des villages où chaque travailleur possède une maison entourée d'un jardin potager assez grand pour subvenir aux besoins

de sa famille. A l'origine, ce projet devait intéresser dix millions de personnes.

Telles sont quelques-unes des réalisations grâce auxquelles le gouvernement nazi a consolidé sa position en Allemagne.

Bien que tous ces changements radicaux eussent été imposés d'autorité, le peuple allemand s'en montra fort satisfait et eut l'impression qu'il était en train de remettre à neuf sa patrie et de lui donner fière allure. La seule chose que l'on puisse comparer, dans l'histoire anglaise, à cet état d'âme du peuple allemand, c'est ce sentiment « je sers mon pays » qui régna au début de la guerre.

**

Aux citoyens respectueux de la loi, le gouvernement nazi apporta l'ordre public, la paix politique, plus de travail, de meilleures conditions d'existence et la promesse qu'il tint depuis, de refaire de l'Allemagne une grande nation. Par contre, il abattit une lourde main sur les gens qui résistaient ou donnaient l'impression de vouloir résister.

L'humanité est un trait qui dépend en grande partie des circonstances. Le jockey qui caresse son cheval au paddock le cravachera peut-être sans pitié avant d'arriver au poteau. Les dirigeants de l'Allemagne se montrèrent inflexibles parce qu'ils estimaient que le destin de leur pays était en jeu.

S'ils échouaient, ils ouvriraient toutes grandes les portes au bolchévisme, à ce même bolchévisme assoiffé de sang qui avait exercé ses ravages et avait « liquidé » en Russie, qui avait torturé et massacré en Hongrie et qui a allongé la liste de ses horreurs en Espagne. En maints endroits de l'Allemagne, les gens savaient par expérience combien les rouges peuvent être sauvages.





Les nazis sont persuadés que sans Hitler le communisme aurait déferlé sur l'Allemagne et que la domination bolcheviste se serait étendue des rives de l'Amour à celles du Rhin.

« C'est nous, nationaux-socialistes », disent les chefs nazis « qui avons empêché la Grande-Bretagne d'avoir les Soviets à sa porte — sinon chez elle — tout comme les Japonais sont en train d'empêcher les bolchévistes d'accentuer leur pression en direction des Indes. »

Pour Hitler, le bolchévisme est une lèpre politique. Il a la conviction que seule une vigilance constante lui interdira de se répandre en Europe.

Son opinion à cet égard repose sur le fait qu'il avait prévu le déclenchement de la furie rouge en Espagne qui, au début de la guerre civile, entraîna le massacre des prêtres, des religieuses et des « bourgeois ». Hitler considère que les Anglais et leur gouvernement se comportent comme des insensés.

« Le jour viendra peut-être, me dit-il une fois, où l'Angleterre remerciera Dieu que l'Allemagne ait une armée puissante pour défendre l'Europe contre la Russie soviétique. »

**

Lorsque les chefs nazis entreprirent la tâche de remettre l'Allemagne sur pied, ils décidèrent de réduire les éléments hostiles du pays qui autrement auraient pu constituer une menace dans leur dos. Les méthodes dont ils usèrent furent énergiques parce que leurs adversaires étaient aussi traîtres qu'impitoyables.

D'ailleurs, les Allemands ne sont pas la seule nation à employer la manière forte. La police américaine traite les grévistes et les prisonniers sans beaucoup de ménagements. La « pacification » de la Libye par l'Italie fut empreinte d'une farouche sévérité. Les Autrichiens eux-

mêmes, avec leurs manières charmantes, étouffèrent un soulèvement communiste à Vienne au prix de quinze cents tués et de quatre ou cinq mille blessés, après quoi ils conduisirent le chef des meneurs, assez mal en point, à l'échafaud sur une civière. Ainsi que Hitler me l'a démontré un jour, si le bilan de la lutte entre nazis et communistes avait atteint les mêmes proportions, eu égard au chiffre de la population, il y aurait eu en Allemagne 18.000 tués et 50.000 blessés. En fait, pendant la révolution il y eut plus de personnes tuées en Irlande qu'en Allemagne, pays vingt fois plus peuplé.

Cependant, si la lutte avait tourné à l'avantage de l'autre parti et si les bolchévistes l'avaient emporté, les « bourgeois » allemands des membres du clergé et les officiers auraient été massacrés en aussi grand nombre qu'en Russie ou en Espagne rouge.

La victoire des Nazis n'entraîna ni beaucoup de pertes de vies humaines ni beaucoup de souffrances. En douze ans, guère plus de cinq ou six cents hommes furent tués et, pour chaque prisonnier envoyé dans un camp de concentration, les bolchévistes en condamnèrent et en condamnent encore une douzaine à une mort lente dans les marais arctiques.

Les ennemis de l'Allemagne menèrent grand tapage autour de ces camps de concentration, tout comme les ennemis de l'Angleterre autour des prétendus abus auxquels on se livrait dans les camps de concentration en Afrique du Sud pendant la guerre contre les Boers. Dans les deux cas on fit preuve d'exagération et l'on porta des accusations téméraires. Si les communistes avaient été les gardiens de ces camps au lieu d'en être les « pensionnaires », il y aurait eu infiniment plus de cruautés commises en Allemagne à en juger par les forfaits perpétrés chaque fois que les bolchévistes ont eu le dessus.

Noircir le régime nazi parce que certains de ses agents





ont pu abuser de leur pouvoir est aussi déloyal que de condamner le gouvernement des Etats-Unis pour les brutalités de certains gardiens chargés de surveiller les « chaînes de forçats » dans les montagnes à l'ouest de la Virginie.

S'en prendre aux Juifs est un moyen si infailible de se faire des ennemis dans le monde entier que les Nazis ont dû soigneusement peser le pour et le contre avant d'appliquer leur politique antisémite.

Leur attitude est basée sur la conception que l'Allemagne est en état de siège.

Lorsqu'ils résolurent de mettre en pièces le Traité de Versailles, les Nazis, tels des hommes qui vont se battre, déclarèrent : « Celui qui n'est pas avec nous est contre nous » et affirmèrent que seul un Allemand de race pure était digne de participer au combat pour la liberté nationale.

Leurs préjugés anti-juifs furent renforcés par le rôle joué par cette race dans les soulèvements communistes qui contribuèrent beaucoup à parachever l'œuvre désastreuse de la guerre.

En Allemagne avant la guerre, le fait d'avoir du sang juif dans les veines n'avait rien de très gênant. Les Juifs ne pouvaient pas devenir officiers mais toutes les autres professions leur étaient ouvertes et de riches israélites comme Ballin, l'armateur de Hambourg, étaient même des amis intimes du Kaiser.

Mais, dans la confusion qui régna après la guerre, l'Allemagne fut envahie par des Juifs venus de Pologne et de Galicie.

La cause de cette migration tenait à l'effondrement de la devise allemande qui fournissait aux Juifs des pays voisins l'occasion tant souhaitée de réaliser de gros profits.

A cette époque, quiconque arrivait en Allemagne nanti de devises étrangères, pouvait acheter une affaire, une

« Je place la femme à égalité avec l'homme. Je ne la crois pas sa semblable, elle est sa compagne, et il ne faut pas lui imposer des travaux pour lesquels l'homme est fait. Mais, en tout cas, une femme qui ne se marie pas, nous en avons beaucoup en Allemagne puisque nous manquons d'hommes, a droit à gagner sa vie comme l'homme. »

Hitler à Paris Soir, 26 janvier 1936

maison ou n'importe quels autres biens-fonds à des prix fantastiquement bas. Le Juif, parti de Lemberg ou de Cracovie avec l'équivalent de quelques centaines de livres sterling, une fois à Berlin faisait figure de capitaliste et possédait assez de ressources financières pour donner libre cours à son habileté commerciale.

Ces incursions étaient encore facilitées par le fait que la langue yiddish, parlée par les Juifs de Pologne et de Galicie, est un dialecte allemand. En outre, sous la République, l'entrée et la résidence en Allemagne n'étaient soumises qu'à de simples formalités.

Les vrais Allemands considéraient cette immigration comme un danger pour la culture nationale, car les Juifs de l'étranger n'apportaient avec eux que des principes fondés sur le matérialisme international.

Et tandis que ces représentants les plus sordides de la race juive profitaient du marasme de l'Allemagne, les intellectuels de la même origine prenaient d'assaut les carrières libérales.

Bien que les statistiques indiquassent que le nombre des Juifs inscrits dans les synagogues formât seulement un pour cent de la population totale de l'Allemagne, 45 pour cent des professeurs de la Faculté de Médecine de Berlin étaient juifs lorsque Hitler arriva au pouvoir; et l'on a la preuve que les praticiens juifs des trois principaux hôpitaux municipaux de Moabit, de Friedrichshain et de Neukölln, formaient respectivement 56, 63 et 67 pour cent de tout le corps médical de ces établissements. Les médecins et les chirurgiens juifs étaient nombreux même dans les hôpitaux catholiques. Sous la République, dans trois des principaux ministères, les fonctionnaires chargés des rapports avec le public étaient juifs.

La proportion des avocats juifs variait de 29 pour cent à Dortmund, à 64 pour cent à Francfort, 66 pour cent à Berlin et 67 pour cent à Breslau. Les Juifs étaient





les maîtres de la Bourse de Berlin. Sur 234 directeurs de théâtre en Allemagne, 50 étaient juifs et, à Berlin, il y en avait quatre sur cinq. Les magasins de confection et les magasins à succursales multiples étaient pratiquement le monopole des Hébreux. Enfin, ce qu'il y avait de plus intolérable aux yeux des nazis, c'était que la presse populaire et l'édition se trouvaient en majeure partie contrôlées par des Juifs dont les plus représentatifs étaient Ulstein et Rudolf Mosse, présidents de deux grands trusts.

D'après les discours publics de Hitler, 98 pour cent des postes du gouvernement soviétique étant tenus par des Juifs, les Nazis trouvent dangereux de permettre aux membres de cette race d'exercer une profession influente. Ils soutiennent que le caractère juif est fondamentalement internationaliste et que, partant, le Juif est incapable de s'identifier aux intérêts de la nation. Ils considèrent que les Juifs sont poussés à la fois par l'instinct et par la race à coopérer avec les maîtres de la Russie soviétique.

Cette méfiance s'accrut devant la part prise par les Juifs comme instigateurs, organisateurs ou chefs, dans les diverses révolutions communistes en Europe centrale après la guerre, part qui était hors de proportion avec leur importance numérique. Le personnage le plus actif de cette organisation, qui s'intitula elle-même le Gouvernement de Madrid au début de la guerre civile, fut l'ambassadeur juif des Soviets, Rosenberg.

L'attitude tolérante de l'Anglais moyen envers les Juifs, les communistes et ces intellectuels dévoyés appelés d'un terme indulgent « bolchévistes de salon », semble donc aux Nazis une apathie stupide en présence d'un véritable danger. Ils voient là l'indice que la race britannique a perdu ce bon sens vigilant qui la caractérisait lorsqu'il s'agissait de question touchant à ses intérêts nationaux. Hitler est convaincu que les Juifs en

place, souvent déguisés avec succès en Anglais ou en Français de vieille souche, sont en train de corrompre subtilement et systématiquement les vertus de l'Angleterre et, dans une bien plus forte mesure, celles de la France. Qu'un auteur juif comme M. Léon Blum, dont l'ouvrage sur le mariage prêche l'immoralité, ait pu devenir premier ministre de la France, semble à la plupart des Allemands une confirmation de leur point de vue.

En subordonnant les questions de race et de religion à leurs buts nationaux, les chefs nazis n'ont pas hésité à s'attaquer aux organisations cléricales de leur propre peuple. Ils justifient les mesures de répression prises contre les églises catholiques et évangéliques d'Allemagne en déclarant qu'elles visaient plutôt l'activité politique du clergé que la foi elle-même.

Hitler a pour principe que, sauf dans le domaine purement spirituel, la vie du peuple allemand doit être soumise uniquement à l'influence du national-socialisme. Sa campagne contre les églises d'Allemagne est basée sur la conviction que celles-ci, non contentes de s'occuper des croyances religieuses de leurs membres, tendent encore à contrôler leur activité de citoyens.

Le Chancelier conteste surtout les revendications de l'église catholique romaine qui voudrait avoir le droit d'assurer l'éducation des enfants de ses adeptes. A l'exemple des Tudor en Angleterre, il se méfie de cette seconde allégeance à une autorité étrangère, celle de Rome. Il prétend que vingt pour cent de la superficie totale de l'Allemagne appartiennent à l'église catholique et à ses divers ordres.

Nul événement dans les annales du gouvernement





hitlérien n'a surpris davantage les pays étrangers que la violente « purge » du Parti nazi « appliquée » le 30 juin 1934. On n'a jamais publié la liste complète des gens tués au cours des exécutions sommaires qui eurent lieu un peu partout en Allemagne ce week-end-là. Le nombre des victimes s'élève certainement à plusieurs centaines et comprit, outre des personnages de premier plan tels que le général von Schleicher, l'ex-chancelier, dont la femme mourut à ses côtés, et le capitaine Röhm, chef des S. A. ou troupes d'assaut, bon nombre de personnes qui occupaient une haute situation dans le Parti nazi et dans les services gouvernementaux.

Il serait absurde de supposer qu'une impulsion sauvage aurait soudain poussé Hitler à ordonner la suppression de ses propres partisans et à assumer la responsabilité de cette hécatombe devant l'histoire.

Son geste s'explique par le fait qu'à cette époque le Parti nazi était menacé d'une scission interne, qui, si elle s'était produite, aurait peut-être amené la guerre civile en Allemagne. Hitler se montra impitoyable mais il justifie son action en soutenant que s'il n'avait pas étouffé la rébellion dans l'œuf, les conséquences eussent été infiniment plus douloureuses pour le pays. Il considère qu'il s'est trouvé dans la situation du capitaine d'un navire en pleine mer à bord duquel éclate une mutinerie et il estime qu'il lui était indispensable d'employer des méthodes sévères pour sauver les passagers, représentés en l'occurrence par la nation allemande tout entière.

Officiellement, on n'a jamais publié de compte rendu sur la nature exacte de la conspiration, mais on sait que Röhm et une clique de partisans trouvaient que la « nazification » de l'Allemagne n'était pas encore assez avancée.

Röhm désirait que ses deux millions de gardes d'assaut constituassent non seulement la garde prétorienne

« Nous avons réussi à diminuer le pourcentage de la mortalité infantile de 7,9 % en 1932 à 6,6 % en 1936 [...]. Notre but est de diminuer davantage encore le pourcentage de mortalité infantile et de veiller à la santé de nos mères et de nos enfants. Nous voulons remplacer les pleurs par le rire joyeux et créer les fondations pour une race saine et forte. »

Erich Hilgenfeldt, chef de l'Organisation nationale-socialiste du Travail, 1936

du Parti, mais aussi qu'ils fussent l'incarnation de la force nationale de l'Etat.

Cette dernière fonction, Hitler s'était contenté d'en laisser le soin à la Reichswehr, alors normalement limitée à cent mille soldats de carrière forts de leur instruction militaire et de leur discipline.

Les généraux de la Reichswehr opposèrent une résistance farouche à Röhm qui voulait amalgamer ses deux millions de chemises brunes à l'armée nationale et faire des officiers de leurs chefs.

Sous la République comme sous le gouvernement nazi, les généraux de la Reichswehr étaient restés en dehors de la politique, se consacrant uniquement à leur tâche qui était de faire de l'armée allemande la force militaire la mieux entraînée du monde. Ils ne tenaient pas du tout à voir leur œuvre compromise et leurs magnifiques soldats submergés sous un afflux de gardes d'assaut. En épousant le point de vue des généraux, Hitler avait excité le mécontentement de Röhm et de ses associés qui se disposèrent donc à se servir des chemises brunes pour tenter un coup d'Etat.

Si le soulèvement de la milice du Parti avait réussi, il eût été suivi de l'exécution de ceux que les chefs des troupes d'assaut regardaient comme leurs adversaires. On prétend avoir trouvé après la « purge » une liste des gens à supprimer. Les amis de Hitler affirment que le nom du Chancelier figurait sur ce document et Hitler lui-même, dans son discours au Reichstag après les exécutions, déclara que l'un des condamnés à mort, un dénommé Uhl, avait avoué qu'on l'avait chargé d'assassiner le Chancelier lorsque la révolte des S. A. aurait été un fait accompli.

Mais la Reichswehr avait un service secret à elle fort bien organisé et ses agents ne perdaient pas de vue Röhm et son groupe. Il paraîtrait que ce furent les généraux de la Reichswehr qui pressèrent Hitler d'effacer





les conspirateurs avant qu'ils n'eussent mis leurs projets au point.

Pour compliquer les choses, Röhm était en rapport avec d'autres mécontents parmi lesquels l'intrigant général von Schleicher, furieux que l'homme dont il avait voulu faire un instrument lui eût pris sa place de Chancelier.

Depuis sa mort, Schleicher a été réhabilité mais à cette époque-là, Hitler et ses conseillers étaient persuadés que d'accord avec Röhm, il entendait bien prendre la tête d'un nouveau gouvernement. En outre, on le soupçonnait d'entretenir des relations, non pas avec le gouvernement français, mais avec certains éléments en France qui lui eussent obtenu l'appui officiel de ce pays au cas où, avec l'aide de Röhm, il aurait repris la Chancellerie.

Tous ces projets devaient être mis à exécution après la « permission » annuelle de juillet des gardes d'assaut pendant laquelle, le port de l'uniforme et les parades étaient supprimées. Dans une note à ses partisans, Röhm alla jusqu'à menacer « les ennemis des S. A. de recevoir leur réponse à l'heure et sous la forme qui paraîtront nécessaires. Les S. A., concluait-il, sont le destin de l'Allemagne ».

Hitler a pour habitude de ne jamais se mêler des divergences d'opinions politiques de ses subordonnés. Il se dresse au-dessus des remous comme l'autorité suprême et n'intervient que si ces conflits menacent l'œuvre du régime.

Vers la fin de juin 1934, on ne pouvait plus fermer les yeux sur la conspiration de Röhm.

Le Chancelier décida d'agir sur-le-champ. On savait que Röhm et ses principaux associés tenaient leurs assises dans une villa appelée la Pension Hanselbauer, située sur les bords du Wiese, à une cinquantaine de kilomètres de Munich. Ils y avaient convoqué les chefs des

S. A. à une conférence au cours de laquelle ils devaient mettre la dernière main à leur projet de révolte. Hitler décida de devancer cette conférence.

Il prit un avion pour Munich où il arriva à l'aube. Outre le docteur Goebbels, il avait emmené Otto Dietrich, le chef des services de presse nazis, ses assistants Brückner et Schaub et les gardes attachés à sa personne.

La petite troupe monta dans deux voitures escortées par quelques gardes noirs ou S. S. et fila vers le quartier général de Röhm à trois quarts d'heure de là.

Les sentinelles postées devant la porte se retirèrent sur l'ordre de Hitler qui se dirigea tout droit vers la chambre à coucher de Röhm. Le gros homme dont les instants étaient comptés gisait en travers de son lit et dormait d'un lourd sommeil d'ivrogne. Il n'avait pas quitté l'uniforme qu'il avait porté la veille au souper orgiaque prolongé bien avant dans la nuit. On le secoua pour le réveiller et, l'esprit encore embrumé, il aperçut au-dessus de lui le visage de Hitler, blême de fureur.

« *Schuft, du bist verhaftet* » (Crapule, tu es arrêté) furent les seules paroles prononcées par le Chancelier dont la déclaration était appuyée par les revolvers des hommes en uniforme noir qui se tenaient derrière lui.

Röhm était trop hébété pour faire autre chose que protester d'une voix incohérente.

Heines, son collaborateur principal, découvert dans une autre pièce, dans des circonstances moralement compromettantes, fut abattu sur place. Tous les autres chefs S. A. réunis dans la villa furent arrêtés.

On les conduisit à Munich à la prison de Stadelheim. Ce bâtiment de briques rouges est une maison d'arrêt pour les criminels, mais on s'en servait également pour y garder les femmes communistes qu'on ne voulait pas envoyer dans des camps de concentration. Une cour martiale y fut établie et les hommes accusés furent rapidement condamnés à mort.





« Je dois, à la vérité, de constater que la doctrine nazie a considérablement élevé le niveau moral individuel. »

Jean Mariat, Prisonnier en Allemagne [1941], p. 24

Röhm ne fut pas exécuté avant le lundi 2 juillet. Tout au long de ce week-end on le laissa seul dans sa cellule avec un revolver dans l'espoir qu'il mettrait lui-même fin à ses jours. On prétend qu'en face du peloton d'exécution, cet aventurier obèse et corrompu, mais courageux et intelligent, qui avait intitulé son autobiographie « *Histoire d'un traître* », sut mourir avec dignité.

Entre temps, le général Goering faisait appel à la police secrète d'Etat pour accomplir à Berlin un vaste coup de filet. Ernst, commandant des S. A. de la capitale, fut poursuivi jusqu'à Brême et arrêté au moment où il allait s'embarquer avec sa femme sur un bateau en partance pour une croisière en Méditerranée. Les victimes berlinoises de la « purge » furent fusillées dans la cour de l'ancienne école des cadets à Lichterfelde, qui sert aujourd'hui de caserne à la brigade de S. S. chargée de veiller sur Hitler.

Ceux qui s'étaient imaginé que leurs hautes fonctions les mettaient à l'abri de mesures draconiennes, vécurent juste assez longtemps pour apprendre le contraire. Schleicher et sa femme furent tués sur-le-champ par des agents de la police secrète. Le colonel von Bredow, l'un de ses collaborateurs les plus intimes, fut abattu dans son bureau pour avoir refusé de donner les clefs d'un coffre-fort.

Cependant, tandis que l'on exécutait en masse et que des gens de premier plan disparaissaient sans laisser de trace, l'Allemagne restait parfaitement calme. La confiance dont jouit Hitler auprès de son peuple résista même à cette épreuve sinistre. « Cela a été terrible, mais le Führer l'avait jugé nécessaire, alors on ne pouvait pas faire autrement », tel fut le seul commentaire que j'entendis sur cette réédition moderne du massacre des Janissaires.

« Pendant vingt-quatre heures, je fus la Cour

suprême du peuple allemand », déclara le Führer au Reichstag quinze jours après l'événement. Il ne regretta pas plus sa sévérité qu'un juge qui a condamné à mort un criminel dont la culpabilité ne faisait aucun doute. D'ailleurs, c'est ainsi qu'en Allemagne on interprète son geste.

**

On a fait un grand usage du mot « crise » depuis que Hitler est au pouvoir. Il y eut une crise lorsque l'Allemagne quitta la Société des Nations en 1933, une autre en 1934, lors du soulèvement nazi de Vienne. En 1935, l'Allemagne répudia les clauses militaires du Traité de Paix. L'année 1936 vit la réoccupation de la Rhénanie, tandis que 1937 amenait le bombardement d'Almería et la « crise » prolongée qui caractérisa l'atmosphère du Comité de non-intervention.

De toutes ces situations tendues, la plus grave fut incontestablement celle qu'engendra la réoccupation de la Rhénanie.

On s'y attendait déjà depuis plusieurs mois et le prétexte immédiat en fut la ratification de l'alliance militaire entre la France et la Russie. Hitler prétendit que ce pacte était dirigé uniquement contre l'Allemagne et que, par conséquent, il se trouvait justifié, en fait, sinon en droit, à prendre de nouvelles mesures de sécurité en redistribuant les forces défensives de l'Allemagne à l'intérieur de son propre territoire.

On pense que la date exacte de la réoccupation fut fixée une fois pour toutes à la suite des premières démarches entreprises par la France auprès de l'Angleterre pour obtenir d'elle des engagements précis au cas où l'Allemagne réoccuperait la Rhénanie. Le gouvernement allemand estima que si la Grande-Bretagne donnait des promesses formelles, elle les tiendrait, mais que





si la Rhénanie était réoccupée avant que le gouvernement britannique se fût engagé, le risque de résistance serait limité à une action possible du gouvernement français.

Toutefois, ce risque était assez grand pour amener les généraux allemands à méditer sur la sagesse de l'entreprise. L'armée allemande basée désormais sur le service à court terme, était devenue armée nationale et se trouvait en pleine transformation. Elle était tout juste en mesure d'envoyer en territoire réoccupé quelques détachements isolés et sans haut commandement commun.

Hitler donna l'ordre d'entrer en Rhénanie le vendredi 6 mars et le lendemain matin, les ambassadeurs d'Angleterre, de France et de Belgique furent brusquement convoqués pour midi à la *Reichskanzlei* où le Chancelier leur lut un mémorandum dans lequel il annonçait que la Rhénanie était déjà réoccupée et il traçait les grandes lignes d'un programme destiné à assurer la paix en Europe occidentale.

Ce programme consistait en plusieurs points.

1° Pacte de non-agression d'une durée de vingt-cinq ans entre l'Allemagne, la France et la Belgique.

2° Garantie de ces pactes par l'Angleterre et l'Italie.

3° Pacte similaire avec la Hollande si elle le désirait.

4° Pactes de non-agression entre l'Allemagne et ses voisins de l'Est y compris la Lituanie.

5° Pacte aérien entre toutes les puissances occidentales.

6° Rétablissement d'une zone démilitarisée à la frontière occidentale de l'Allemagne si la France en faisait de même de son côté.

7° Retour conditionnel de l'Allemagne à la S.D.N.

L'attitude du gouvernement britannique envers ces propositions fut plus favorable que celle du gouvernement français qui dénonça la réoccupation de la Rhé-

nanie comme une atteinte au Traité de paix et au Pacte de Locarno.

Le gouvernement français était d'autant plus enclin à faire preuve de fermeté que :

1° L'Angleterre s'était engagée à Locarno à ne pas abandonner la France.

2° L'Angleterre avait persuadé la France de l'aider à imposer des sanctions à l'Italie, si bien que la France était moralement en droit de lui demander par réciprocité son appui contre l'Allemagne.

3° Par rapport à l'Allemagne, la France était relativement plus forte qu'elle ne pouvait jamais espérer l'être car le service militaire obligatoire en Allemagne n'était en vigueur que depuis six mois.

Environ trente mille hommes entrèrent en Rhénanie, soit dix-neuf bataillons et treize batteries, qu'accompagnaient des services d'intendance, un corps de génie et des détachements auxiliaires.

Quarante-huit heures après la réoccupation, j'eus à Munich une interview de deux heures avec le chancelier. Il me donna des précisions sur sa proposition de pactes de non-agression avec les Etats situés à l'Est de ses frontières et me spécifia qu'il était prêt à englober la Tchécoslovaquie et l'Autriche dans ce système. Il me déclara également que si l'on repoussait ou si l'on ignorait ses offres, ainsi qu'on l'avait fait dans le passé, il ne les renouvellerait pas.

Mes conversations avec d'autres membres du gouvernement allemand me révélèrent une volonté farouche qui semblait refléter l'état d'esprit du peuple allemand en général.

« Si ça aboutit à une guerre, me dit-on, l'Allemagne résistera jusqu'au bout. Il se peut que le bolchévisme soit le seul vainqueur. Il se peut aussi qu'une génération d'Allemands soit appelée à mourir pour que la suivante connaisse la liberté. »





« En cas de guerre, le monde pourrait bien avoir une surprise désagréable », m'assura-t-on par ailleurs.

A Berlin, quelques jours plus tard, j'eus une conversation d'une heure en tête à tête avec Hitler et le général Goering. Le chancelier exigea que notre entretien demeurât confidentiel mais il m'autorisa à exposer son point de vue aux milieux officiels anglais. Néanmoins il m'est permis de dire qu'à son avis le gouvernement anglais aurait dû comprendre que la remilitarisation de la Rhénanie était peu de chose à côté du projet de paix qu'il avait offert au monde. Il m'assura qu'il ferait n'importe quoi pour améliorer ses relations avec l'Angleterre et pour établir la paix en Europe occidentale. Tant qu'on n'exigerait pas de lui une atteinte quelconque à la souveraineté de l'Allemagne.

Il alla même jusqu'à envisager un plan destiné à diminuer la tension qui existait alors à la frontière française, plan que le gouvernement français repoussa par la suite.

On était à la veille des élections générales en Allemagne et, soit par avion, soit par train spécial, j'accompagnai Hitler en différents points du pays afin de me rendre compte de la réaction populaire en présence du geste qu'il venait d'accomplir. Les discours comprenaient toujours un appel passionné à la paix auquel de vastes auditoires répondaient avec une égale ferveur.

A Breslau, le Chancelier m'invita à parcourir les rues dans son auto. J'étais assis sur la banquette arrière de la voiture, la première d'une longue file de Mercedes-Benz noires. Hitler se tenait debout à côté du chauffeur. Nous roulâmes ainsi pendant quarante minutes, traversant la ville à une allure réduite. Les rues étaient noires de monde et de la foule montait un grondement incessant de « Heil, Heil, Heil ! » pareil au bruit des vagues. Toutes les fenêtres étaient pavoisées et garnies de spectateurs. Hitler resta debout tout le temps, levant à cha-

« Ce que les Anglo-américains ne pardonnent pas au Führer, c'est d'avoir inventé et mis sur le plan des réalités un nouveau système économique basé sur les ressources et la puissance de production du travail [...]. C'est le travail remis à l'honneur, c'est la possibilité d'une répartition juste, entre tous, des fruits d'une économie libérée de l'emprise du capitalisme international exploiteur. »

Maurice Harang, cheminot français, août 1943

que instant le bras pour saluer, souriant à droite et à gauche.

J'étudiai les gens alignés en rangs massifs de chaque côté de nous. Quel que fût leur âge ou leur condition, ils avaient tous la même expression de joie extatique. Il était rare d'apercevoir dans la multitude évaluée à quatre cents mille personnes un visage renfrogné ou un bras qui n'était pas tendu. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent des personnes présentes donnaient tous les signes d'un enthousiasme aussi sincère que frénétique.

J'eus l'occasion d'assister à des scènes analogues à Francfort et à Cologne, villes rhénanes où il n'y avait pas eu de soldats depuis dix-huit ans.

Ce fut au milieu de ces manifestations, preuves de la place occupée par Hitler dans les esprits et dans les cœurs, que la crise provoquée par la réoccupation de la Rhénanie s'éteignit. Son épitaphe fut un *questionnaire* adressé à Berlin par le Foreign Office dans lequel on commençait par demander au gouvernement allemand s'il estimait en être arrivé au stade où il pourrait désormais tenir ses promesses. L'Allemagne se sentit si offensée qu'elle ne répondit jamais.

La crise aboutit à une réoccupation militaire complète de leur territoire par le Allemands. Ceux-ci se mirent bientôt à fortifier la Rhénanie de la frontière hollandaise à la Forêt Noire, tandis que les Français, derrière leur « Ligne Maginot » étudiaient les modalités de leur nouvelle alliance défensive avec la Grande-Bretagne, basée sur des « conversations d'états-majors. »

En leur sagesse les hommes d'Etat de l'Europe occidentale ne trouvèrent pas d'autre dénouement à une situation qui, au début avait au moins offert des possibilités d'accords de longue durée entre l'Allemagne et tous ses voisins comme contre-partie au geste de Hitler, redevenu libre de prendre toutes dispositions militaires à l'intérieur de ses propres frontières.



Une économie ■■■■■■■■■■ sans crise

Wilhelm Uterman

Adapté par Vincent Reynouard

« La force économique du Reich » n° 9, 1941.

Les grands pays industriels parlent avec une fierté légitime des magnifiques prouesses réalisées et renouvelées chaque jour grâce à l'esprit inventif et à la technique élaborée depuis un siècle. Les grandes inventions des temps modernes : la machine à vapeur, l'énergie électrique, le moteur à combustion et la chimie moderne ont bouleversé les vieilles méthodes et les conditions de production artisanales pour instaurer une ère économique nouvelle. La démultiplication, par la machine, de la force naturelle de nos bras, a permis la production massive de marchandises utiles. La grande usine, avec ses puissantes machines et ses milliers d'ouvriers, caractérise la méthode moderne de production. Parallèlement, les moyens de communication ont connu une révolution d'importance au moins égale. Des réseaux toujours plus denses de lignes de chemins de fer, complétés par de puissantes voies navigables et des autoroutes, couvrent tous les pays fortement peuplés. De très grands navires à vapeur et à moteur traversent les océans en des temps records, et même l'air est devenu l'une des plus importantes voies de transport.

Une fois les barrières spatiales supprimées par la technique, les nations sont sorties de leur isolement économique des siècles passés. Ce fait eut pour conséquence un fort accroissement des échanges de marchandises. Grâce aux conditions climatiques locales, aux richesses de son sol et à l'habileté de ses habitants dans certains travaux, chaque pays jouit de points forts dans tel ou tel domaine de la production. Sous le signe de l'épanouissement économique mondial, ces points forts peuvent profiter à tous les

pays partenaires. Jamais l'humanité n'a disposé, pour satisfaire ses besoins vitaux, de conditions aussi favorables qu'aujourd'hui.

Et pourtant notre monde n'est pas devenu plus gai ! Pendant un siècle, de graves crises sociales ont accompagné la marche triomphale de la technique. Aujourd'hui encore, malgré l'augmentation considérable des possibilités de production de matières premières et de denrées alimentaires les plus diverses, de très larges couches de population restent plus ou moins soumises à la pauvreté et à l'insécurité économique déprimantes. C'est un fait : plus le capitalisme a pénétré les relations économiques et plus les maux sociaux se sont aggravés.

Des crises économiques frappent les pays par intervalles, menaçant les acquis sociaux, fruits d'années précédentes plus heureuses. La vie fade, mais relativement assurée, des siècles passés parut à beaucoup d'hommes plus supportable qu'une vie bénéficiant temporairement de meilleures conditions matérielles, mais entrecoupée de périodes durant lesquelles les bases élémentaires de l'existence se dérobaient. De telles crises revenant régulièrement et avec une certitude mathématique, elles paraissent inséparables du système économique. L'homme moderne leur serait donc irrémédiablement soumis. Très tôt, les meilleurs spécialistes mondiaux se sont interrogés sur ces ébranlements mystérieux de la vie économique. Une abondante littérature existe qui traite de leur mode d'apparition et de leurs causes présumées. Mais toutes les études, si approfondies soient-elles, n'ont pu montrer comment éviter les

crises économiques ou même les surmonter. D'où le renforcement du sentiment d'impuissance face aux hauts et aux bas de la conjoncture.

Les dangers politiques et sociaux qui accompagnent les soubresauts économiques sont devenus particulièrement manifestes lors des dernières crises survenues dans le monde après la Grande Guerre. Au fond, la période qui s'étale de la conclusion du malheureux traité de paix [traité de Versailles] jusqu'à l'an 1933 doit être considérée comme une période de marasme économique ininterrompue. Le spectre du chômage et de la misère a constamment plané sur les pays, et cela même pendant les années relativement bonnes. Le commerce mondial ne s'est jamais remis des coups assénés par la guerre. Sans surprise, en ces temps de malheur, on s'est intensément consacré au problème des crises. Mais il fallut encore l'effondrement complet de l'économie mondiale - dans les années qui suivirent l'ébranlement monétaire international de 1931 - pour imposer la conviction que seule une régulation de l'économie permettrait d'éviter d'immenses catastrophes. Dans ces temps difficiles, certains pays ont pris la résolution de lutter activement contre la crise et les tendances d'effondrement économique.

L'Allemagne surmonte brillamment la crise

Parmi les multiples tentatives entreprises pour, indépendamment de la conjoncture mondiale, parvenir à un redressement de l'économie nationale, seule la méthode employée par l'Allemagne depuis 1933 a remporté un succès concluant.

Fait d'autant plus remarquable que l'Allemagne avait le plus souffert de la crise précédente. Elle avait donc le chemin le plus long à parcourir pour ranimer son économie. Privée d'avoirs à l'étranger, dénuée de toutes réserves d'or et sans espoir d'être soulagée par des livraisons à crédit de matières premières étrangères, elle ne pouvait compter, pour toutes ses tentatives, que sur ses propres ressources, sur la volonté de travail et à la persévérance de ses citoyens, sur ses installations de production et ses réserves limitées de matières premières. Outre l'impulsion donnée à l'économie, il fallait supprimer deux facteurs de perturbation qui auraient pu compromettre à tout moment le succès d'un relèvement : la désunion politique intérieure du Reich et le traité de Versailles qui ligotait le pays en matière de politique extérieure. Dans ses efforts pour sortir de la crise, l'Allemagne partait donc d'une

situation politique plus défavorable, elle aussi, que celle d'autres pays.

Le relèvement économique de l'Allemagne dans les années qui suivirent n'en paraît que plus brillant. Le tableau numérique ci-dessous donne quelques éclairages :

Indices de l'essor économique allemand

En l'espace de six ans, un effectif de six millions de chômeurs a été réduit à ce minimum de personnes qui, pour des raisons personnelles, ne sont plus capables de travailler et d'être réintégrées dans le système de production. Dès le printemps 1938, le nombre d'offres d'emploi dépassait déjà dans beaucoup de domaines la demande. Mieux : le nombre d'employés et de salariés a augmenté plus qu'il ne l'aurait fallu pour simplement résorber le chômage. En 1938 (moyenne de l'année), l'économie allemande a occupé 7 millions d'ouvriers, c'est-à-dire 56 % de plus qu'en 1932. Le volume de la production industrielle a augmenté bien davantage : il a plus que doublé. Non seulement le chômage, mais aussi le travail partiel, introduit un peu partout pendant la crise, a également été supprimé. L'accroissement de la production a entraîné une augmentation du revenu national, + 76 %. Cette augmentation a porté principalement sur le revenu salarial ainsi que sur les revenus du commerce et des métiers. Au bout de six ans de politique économique nationale-socialiste, l'Allemagne occupait toutes ses forces disponibles. La plupart des indices économiques - nombre de travailleurs occupés, volume de la production et du trafic, consommation des ménages, chiffre d'affaires du commerce de détail, revenu national, etc., dépassent largement leurs valeurs les plus hautes atteintes dans la période d'après-guerre, notamment lors de la floraison apparente de l'année 1929. Cette évolution ascendante a continué jusqu'à la déclaration de guerre en 1939. (Voir tableau page 68)

Insuffisance de la lutte contre la crise dans d'autres pays

Aucun autre pays au monde ne peut prétendre à un succès aussi complet que celui remporté par l'Allemagne dans la lutte contre la crise. Ailleurs aussi, certes (aux États-Unis par exemple), est-on parvenu à augmenter le taux d'occupation et la production en créant du travail financé par les deniers publics. Mais le redressement économique ainsi obtenu est resté

Indices de l'essor économique allemand.

	Chômeurs en millions (moyenne annuelle)	Travailleurs occupés en millions	Production Industrielle vol.: 1932 = 100	Revenu national en mds. de RM
1932	5,6	12,6	100,0	45,2
1933	4,8	13,0	113,8	46,5
1934	2,7	15,1	149,8	52,7
1935	2,2	15,9	176,5	58,7
1936	1,6	17,1	199,6	64,5
1937	0,9	18,4	220,0	72,6
1938	0,4	19,5	237,0	79,7

bien inférieur à celui de l'Allemagne. Nulle part on n'est arrivé à une occupation de la totalité de la main-d'œuvre. Partout des masses de chômeurs ont subsisté qui, malgré les efforts, n'ont pu être réintégrées dans le circuit du travail. Ainsi, même au milieu de 1937, lorsque le marché du travail était au mieux de sa forme, le nombre des chômeurs atteignait encore 1,5 million en Angleterre et 6,1 millions aux États-Unis.

La différence décisive entre l'essor allemand et la faible embellie économique relevée dans les pays démocratiques réside dans le fait qu'en Allemagne, nul signe de ralentissement n'a pu être observé jusqu'au passage à l'économie de guerre. Dans d'autres pays par contre, dès la mi-1937, l'embellie avait fait place à une nouvelle régression rapidement transformée en un état d'insécurité caractérisé par des fluctuations conjoncturelles. Longue d'à peine quatre ans et demi, la période faste n'avait pas duré plus longtemps que celles dont avait bénéficié l'économie privée dans le passé.

La production industrielle de la Grande-Bretagne et des États-Unis

À la déclaration de guerre, la remontée de l'économie allemande durait depuis 6 ans et demi, sans qu'aucun symptôme ne permît d'en prévoir la fin.

Si la rapidité avec laquelle l'Allemagne s'est redressée a soulevé l'admiration de l'étranger, ses progrès continus ont provoqué un étonnement encore plus grand. Car l'exemple de l'économie allemande apporte enfin la preuve qu'il est possible, dans certaines conditions actuellement remplies en Allemagne, de mener une politique économique non seulement moderne, mais aussi capable d'affronter victorieusement les crises. C'est là un fait d'importance vitale pour tous les économistes et tous les hommes politiques du monde entier. Il concerne directement et immédiatement tous les pays partenaires économiques de l'Allemagne. De la même façon qu'ils eurent autrefois à souffrir de la crise allemande, ces pays bénéficient actuellement de stabilité de l'économie allemande [Voir à ce sujet, dans la même série de publications, l'étude de Franz Grosse : *L'Allemagne et le Sud-est* (Deutschland und der Südosten)]. Plus ils se sont orientés fortement vers le commerce avec l'Allemagne, et plus large devient la base dont ils disposent pour la consolidation de leur propre situation économique. (Voir tableau page 69)

Une puissante création de moyens de production, condition première d'un travail général intense

Bien que la perspective d'une économie sans crise soit séduisante, l'étranger y croit encore si peu qu'il n'est pas inutile de dire quelques mots sur le caractère particulier du « prodige économique allemand ».

Pour comprendre les mécanismes qui orientent la conjoncture, il faut savoir que dans un État industriel moderne, le travail pour tous n'est possible qu'à la condition d'investir suffisamment, c'est-à-dire de construire de nouvelles usines ou bien de perfectionner et d'agrandir les entreprises existantes. Les débouchés et le travail offerts aux industries d'investissement dépendent de l'envergure de ces investissements. Ces industries se répartissent en deux catégories :

- celles qui travaillent pour le perfectionnement et le développement de l'appareil de la production économique (l'industrie sidérurgique, les constructions en fer et acier, les fabriques de machines, d'appareils et d'engins de transports...);
- celles qui produisent des biens d'usage à longue durée sous la forme de maisons d'habitation et de bâtiments industriels ainsi que d'édifices publics (l'industrie du bâtiment et ses sous-traitants).

En revanche, les industries des produits de consommation telles que l'industrie textile, la confection, l'alimentation et beaucoup d'autres branches, travaillent directement pour nos besoins journaliers. Bien que la production de biens de consommation emploie beaucoup plus de personnes que les industries d'investissement et des moyens de production, les fluctuations générales du marché du travail sont toujours déclenchées par les industries des moyens de production. La raison est simple : alors que, par nature, l'écoulement des produits de consommation *courante* reste relativement constant, l'écoulement des biens de production est soumis aux plus fortes variations. Pourquoi ? Parce que la fabrication et l'écoulement des moyens de production sont toujours déterminés, dans l'économie libérale, par le jugement que portent les investisseurs sur la rentabilité des placements envisagés. La décision d'investir, dont dépend l'existence économique même des chefs d'entreprise, n'est prise qu'avec une très grande prudence. Elle est donc extrêmement sensible à tous les phénomènes qui peuvent influencer le cours futur de l'économie. Le pessimisme sur les perspectives de bénéfices s'installe-t-il ? Alors les investissements

La production industrielle de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

69

	Index angl. du Board of Trade (1932 = 100)	Index amér. du Federal Reserve Board (1932 = 100)
1932	100,0	100,0
1933	105,5	118,8
1934	117,2	124,8
1935	125,3	140,5
1936	137,5	163,8
1937	146,7	171,4
1938	137,3	134,4

diminuent, ce qui entraîne, en cascade :

1. une baisse des commandes reçues par les industries des biens de production ;
2. une restriction de la création des moyens de production ;
3. le licenciement d'ouvriers de ce secteur.

Sachant qu'une partie de la production des industries de biens de consommation est écoulee chez les ouvriers des industries des moyens de production, la baisse du pouvoir d'achat de ces derniers fait qu'une quantité correspondante de biens de consommation produits reste invendue, ou ne peut plus être écoulee qu'à des prix très bas. Le secteur des biens de consommation éprouve alors des pertes, ce qui entraîne là aussi une réduction de la production et le licenciement d'ouvriers. Ce processus peut continuer à la manière d'une vis sans fin poussant vers le bas, jusqu'à la désorganisation complète de l'économie. Alors, des millions d'ouvriers sont condamnés à une inactivité forcée et une grande partie de l'appareil de production édifié sur plusieurs décennies doit être arrêtée, devenant inutile.

Les investissements d'État provoquent l'essor de l'économie

Le fait que l'essor et la crise dépendent de la santé des industries des biens d'investissement et se propagent, à partir de là, sur toute la largeur du front économique, a été le point fondamental dont est parti le gouvernement national-socialiste pour engager, dès 1933, la lutte contre la crise économique en Allemagne. Dans un premier temps, l'État investit fortement, ce qui permet l'établissement de grands programmes créateurs de travail. L'intervention financière, effectuée par la voie de l'extension du crédit, fut plus large que celle opérée vainement dans les années précédentes à l'étranger et en Allemagne, même pour tenter d'amorcer une reprise. Cette fois, l'impulsion se révéla très vite efficace. Une fois les industries des moyens de production ravivées par les commandes publiques, le goût de l'entreprise privée se propagea peu à peu dans tous les domaines. Au terme de la première année d'essor, l'impulsion donnée n'était plus attribuée que pour un tiers à l'action directe des commandes publiques, et pour les deux tiers déjà à l'initiative privée. C'était conforme aux plans de l'État qui, après la grande offensive directe contre la misère des masses – misère due au chômage – souhaitait que l'économie privée puisse assurer, grâce à ses propres

efforts et par ses propres forces, le maintien d'une marche satisfaisante de l'économie. Ainsi pourrait-il revenir à sa fonction naturelle dans le cadre du tout social.

Des personnalités qualifiées ont souligné à plusieurs reprises que l'État national-socialiste ne veut pas être un acteur économique quand il peut l'éviter. Les mesures de politique conjoncturelle imposées lors de l'embauche et ensuite prouvent qu'on laisse le plus de champ possible à l'initiative des entrepreneurs indépendants. L'activité de l'État consiste principalement :

1. à tracer les limites à l'intérieur desquelles cette initiative peut se déployer de façon productive ;
2. à lui aplanir la voie et à faire le nécessaire pour qu'elle reste dans le cadre le plus favorable au bien public, c'est-à-dire, au bout du compte, à l'économie privée.

Ce partage fondamental des tâches entre l'État et l'économie privée est le principe qui fonde l'essor économique allemand. Sur lui se sont développées toutes les mesures dont l'ensemble constitue aujourd'hui le système ingénieux de l'économie dirigée. Pour vaincre la crise, l'État a principalement investi des fonds publics. Pour le maintien du travail à plein rendement, une régulation méthodique des phénomènes économiques est devenue un facteur décisif. C'est le secret qui a permis la consolidation de la conjoncture. Même si dans les pays démocratiques, l'État a financé l'économie, seule l'Allemagne a su développer aussi complètement la coordination des forces économiques privées. Telle est la caractéristique du statut économique allemand actuel.

L'économie dirigée en tant que moyen de consolider la conjoncture

Ce résultat a été obtenu en encourageant de façon méthodique l'esprit d'investissement privé. Cet encouragement se concrétisa dès le début de la reprise en avantages fiscaux accordés pour les investissements de remplacement ainsi qu'en exemptions d'impôts pour les automobiles et camions nouveaux.

L'étape suivante fut la protection sans faille de la paix du travail, une paix dont les perturbations par les grèves et autres conflits sociaux ont souvent été à l'origine du développement de crises.

La soustraction de l'agriculture aux fluctuations générales du marché, sa consolidation financière ainsi que sa soumission à une réglementation spécifique

mirent fin à l'insécurité par laquelle ce secteur de l'économie avait toujours pesé sur l'ensemble par suite du caractère imprévisible de la qualité des récoltes.

Très tôt déjà, on veilla tout particulièrement à éviter les aberrations habituelles d'une conjoncture laissée à elle-même (hausse dangereuse des prix et des salaires). La diminution relative des frais et l'augmentation de la quantité de travail entraînèrent une réduction des prix de revient par unité. Cette réduction permit aux entreprises, même sans augmentation des prix de vente, d'acquiescer un revenu suffisant pour assainir leurs finances. Elles purent se libérer du fardeau des dettes accumulées pendant la crise, rassembler de nouveaux moyens d'investissement et réacquiescer ainsi leur capacité de paiement fiscale. Grâce à la suppression du travail à temps partiel et à l'augmentation de la productivité du travail, les gains des travailleurs augmentèrent sensiblement, sans qu'il fût nécessaire d'élever les salaires. Les quelques corrections vers le haut furent décidées quand les différents prix et salaires se trouvaient à un bas niveau manifestement dû à la crise. C'est ce qui fut fait principalement dans le domaine de l'agriculture. En contrepartie, on a pu abaisser le montant d'un grand nombre de marchandises, de sorte que le niveau des prix n'a subi dans l'ensemble qu'une augmentation à peine sensible. De 1933 à 1939, les prix du commerce de gros se sont accrus de 14 %, un accroissement dû en grande partie à la hausse des marchandises importées. Mais le coût de la vie n'a augmenté, lui, que de 7 % à peine. Parallèlement à l'enrichissement du privé, le regard de l'État sur les investissements a prévenu le danger de placements irrationnels et a favorisé les placements de fonds désirés par les instances gouvernantes. Dans de nombreuses branches de l'économie particulièrement florissantes, on a interdit les travaux de construction, afin d'étouffer dans l'œuf des agrandissements exagérés et injustifiables à la longue. Une obligation d'employer certaines matières premières locales, jointe à des prohibitions et des restrictions dans l'emploi de certaines matières premières étrangères, ont non seulement concouru à réduire au minimum les perturbations menaçant le ravitaillement en matières premières importées, mais aussi à intensifier la production des matières premières nationales.

Le planisme atteignit son plus haut degré de perfection lorsque l'économie se rapprocha du plein rendement. Quand la conjoncture est laissée à elle-même, à ce

moment-là, des tensions apparaissent ordinairement, qui annoncent l'approche de la crise. En Allemagne, non seulement on a réussi à supprimer presque totalement de telles tensions, mais on a pu, même à ce stade critique, augmenter encore la production et maintenir l'essor. Pour cela :

1. on s'est appuyé sur le fait que dans tous les domaines de l'économie, et même dans chaque firme, une rationalisation des méthodes de travail est toujours possible dans une mesure plus ou moins large. Cette rationalisation a été entreprise ;

2. on a reconverti de nombreux travailleurs qui, ayant reçu une formation spéciale, exerçaient encore des emplois qui ne leur permettaient pas d'exploiter pleinement leurs capacités ;

3. grâce à une instruction spéciale de courte durée, on a pu transférer dans des activités plus profitables à l'économie générale (et offrant de meilleures possibilités de gain) de simples ouvriers doués, ainsi que des spécialistes de branches industrielles où la reprise s'était moins fait sentir.

De cette façon, de nombreux travailleurs ont été rendus disponibles ou formés dans maintes branches, par exemple dans l'artisanat et le commerce. Menée conjointement à une orientation professionnelle scrupuleuse de la jeunesse, la rationalisation dans le placement du personnel a atteint pendant la période d'occupation maxima un degré qui n'aurait jamais pu être atteint dans une « économie à marché libre ».

La simple énumération des mesures les plus marquantes de l'économie dirigée suffit à donner une idée de la somme énorme de travail d'organisation qu'elles exigent. L'ancien appareil administratif de l'État aurait été incapable d'assurer à lui seul ce travail supplémentaire. Il a donc fallu créer un grand nombre de services d'administration économique. Mais cela n'aurait pas non plus suffi à garantir le succès. Le secteur économique lui-même a fourni une aide précieuse et de multiples impulsions grâce à ses nouveaux organes d'auto-administration (les chambres et groupements fonctionnant au sein de l'organisation de l'économie professionnelle) et au Front du Travail Allemand, qui unifie les patrons et les travailleurs et qui a remplacé les anciennes organisations de lutte des classes. Mais en réunissant et en pénétrant toutes les activités, c'est le Parti qui a le plus contribué au succès de la politique économique. C'est grâce à lui que le principe « le Bien commun passe avant l'intérêt particulier » s'est imposé

comme règle de toutes les aspirations et actions de l'économie politique. Seule cette réforme éthique de la pensée économique générale a permis d'éviter que le processus d'assainissement de l'économie ne fût compromis comme autrefois par des intérêts économiques particuliers. C'est pourquoi l'économie dirigée n'est pas en Allemagne un système de mesures administratives imposées par une bureaucratie ignorante de la réalité ; elle est le fruit d'une collaboration de tous les intéressés et d'une véritable action collective de la totalité de la nation.

L'économie privée dans le système de l'économie dirigée

L'économie à plein rendement n'est pas seulement un stade transitoire susceptible d'être compromis, à tout moment, par une crise. Bien au contraire, nous assistons au début d'un développement économique sans crises et « sans conjonctures ». Du point de vue purement économique, cette certitude est fondée sur la considération suivante : ainsi que nous l'avons déjà dit, la condition primordiale du plein emploi est une activité suffisante dans les investissements, seule capable d'assurer du travail aux industries des moyens de production et, en fin de compte, à l'économie tout entière. Dans une économie où les moyens de production se bornent à la propriété privée, les entreprises privées sont, à longue échéance, les soutiens principaux de l'activité d'investissement. Le maintien de leur disposition à investir est donc l'exigence principale si on veut assurer du travail à tout le monde. C'est ce qu'on a fait en Allemagne en éliminant les facteurs essentiels de perturbation qui avaient sans cesse paralysé l'initiative des chefs d'entreprise et les avaient empêchés de remplir leur fonction de facteurs et soutiens de l'activité d'investissement dans l'économie nationale. L'existence d'un État fort, garant de sécurité en politique intérieure et extérieure, a apporté sous ce rapport le changement décisif. Toutes les sources de crises imaginables ont en outre été volontairement tarées ; on y est parvenu en se rendant maître des forces déjà décrites en détail, maîtrise centrée sur la politique des prix et des salaires. C'est ce qui garantit aux entreprises, même pour l'avenir, des débouchés constants. Tout cela permet d'effectuer des calculs économiques à longue échéance, dans lesquels les risques impondérables d'autrefois ont fait place à des grandeurs fixes. Sur cette base sûre, l'initiative

des chefs d'entreprises peut se déployer mieux et plus librement que par le passé. Car en fin de compte, que reste-t-il, dans l'économie libérale, de la liberté d'action du chef d'entreprise, lorsque la possibilité d'investir à sa guise ne lui est véritablement offerte que lors de brèves époques d'essor momentané ? Contrairement à ce que prétend une légende tenace, l'économie dirigée par l'État ne jule pas, mais encourage au contraire la soif d'action des entrepreneurs diligents. La première raison réside dans le fait qu'au final, le volume toujours élevé des investissements privés est supérieur à celui des investissements irréguliers dans une économie dont le marché est abandonné à lui-même.

L'évolution de la situation politique mondiale n'a pas laissé le temps aux investisseurs privés d'apporter la preuve complète de leur importance au sein d'une économie dirigée. Avant que l'économie privée n'ait pu devenir le soutien principal de l'essor, le Reich fut contraint de s'armer à une cadence accélérée. Les investissements destinés à créer du travail durent faire place aux projets d'armement. Imposée par la politique extérieure générale, cette nouvelle vague d'investissements publics n'aurait plus été nécessaire du point de vue de la politique conjoncturelle. La propension de l'économie privée à effectuer de nouveaux placements de fonds était déjà très forte à cette époque ; il fallut des mesures extrêmement sévères pour assurer la préséance du Reich dans l'accomplissement de ses tâches.

Ce dernier développement masque aussi une réalité importante : les frais du financement de l'essor proprement dit (frais représentant une petite partie de la totalité des dépenses publiques d'investissement engagées depuis 1933), ont été modiques. Très faibles comparés aux imposants revenus qu'ils ont provoqués, jamais ils n'ont mis les finances publiques dans une situation critique. D'autant plus que le chiffre des impôts recouverts suivit très tôt le mouvement ascendant général [Voir à ce sujet, dans la même série de publications, l'étude de Prof. Schuster : *Die deutsche Finanzpolitik – kein Wirtschaftswunder* !].

Les conditions économiques et politiques d'une économie sans crise

Le succès remporté par la méthode allemande pour combattre la crise et stabiliser la conjoncture se révèle si manifeste qu'il serait tout simplement naturel de voir l'exemple allemand faire école dans d'autres

pays. Cependant, l'application et l'efficacité des mesures décrites ci-dessus dépendent de prémisses qui n'existent pas partout. De plus, il est bien évident qu'une politique de conjoncture « autonome », c'est-à-dire indépendante de l'étranger telle que celle pratiquée par l'Allemagne, n'est possible que si l'augmentation de la production peut s'appuyer en majeure partie sur les ressources, matières premières et denrées alimentaires existant dans le pays même.

Malgré une légère dépendance de l'Allemagne en ce qui concerne l'importation, il ne fut pas toujours aisé d'éloigner totalement les perturbations d'origine extérieure – par exemple l'influence du développement des prix à l'étranger sur le niveau des prix à l'intérieur. La dualité du développement économique à l'intérieur et à l'étranger produit des tensions dans le commerce extérieur ; ces tensions, on les a maîtrisées en Allemagne par un contrôle du commerce extérieur et par une réglementation des devises. Les pays qui, dans le domaine de l'économie, prônent le « tout État » ou le « tout libéral » auront beaucoup de mal à s'adapter à une économie exempte de crise calquée sur le modèle allemand. Il s'agit principalement de petits pays qui, en partie pour des motifs climatiques, mais aussi en raison d'un territoire étroit et d'une population réduite, ne peuvent développer convenablement qu'un nombre restreint de branches économiques, tandis qu'ils dépendent de l'étranger pour une part essentielle de leurs besoins vitaux. Certes, pour autant qu'ils commercent avec l'Allemagne, de tels pays tirent dès à présent profit du procédé allemand ; mais ils peuvent encore augmenter ce profit et rendre ainsi superflue une politique nationale de conjoncture en s'adaptant plus amplement à l'échange de marchandises avec le Reich.

La deuxième condition nécessaire à l'adoption d'une politique économique analogue à celle de l'Allemagne est l'existence d'un POUVOIR ÉTATIQUE AUTORITAIRE. Les grands pays démocratiques sont ainsi exclus d'une politique d'économie exempte de crise. Dans ces pays, l'exécution sans anicroche de la première partie du programme de lutte contre la crise a été difficile, alors qu'il s'agissait pour l'essentiel de fixer le montant des deniers publics à engager une fois pour toutes. L'élaboration d'un système d'économie dirigée tel que celui établi par l'Allemagne depuis 1933 est totalement impossible par voie parlementaire. Aucun parlement du monde ne serait capable d'embrasser une matière

si vaste dans le temps voulu. On imagine en outre les difficultés qui surgiraient au moment de mettre en harmonie avec le Bien commun les innombrables intérêts particuliers nécessairement touchés par telle ou telle mesure ! Dans les questions fondamentales de l'existence économique d'une nation – ce qui est en jeu ici, les compromis ne sont pas possibles. Seul un État indépendant et fort, qui n'a pas besoin de prendre en compte les *desiderata* économiques particuliers et qui peut fonder ses actions sur des raisons de finalité pure, peut trouver la solution claire et juste de ces questions. Si la politique économique allemande ne donne donc aucune recette généralement valable pour d'autres pays, elle n'en exercera pas moins une influence prononcée sur la vie internationale. La force d'attraction du marché allemand a augmenté au cours des dernières années. Parallèlement à l'ordre nouveau qui est en train de s'établir en Europe, cette tendance va se renforcer. A l'horizon politique se dessinent déjà les contours d'un bloc d'États – unis par des amitiés politiques et des intérêts économiques communs – dans lesquels une collaboration de politique conjoncturelle étendue sera devenue possible. Cet espace dispose plus encore que l'Allemagne seule des conditions préalables et nécessaires à une économie sans crise. Les limitations en vigueur actuellement au sein du Reich afin de limiter l'initiative privée seront à peine sensibles dans cette grande aire. Beaucoup de mesures réglementant la circulation des matières premières et des devises deviendront ainsi superflues. Un champ d'action plus large peut de nouveau être laissé à l'initiative privée. Ajoutons que dans cet espace étendu, le champ d'activité offert à l'initiative privée devient également plus vaste et plus varié. Et si nous redoutons que les possibilités d'investissement privé en Allemagne deviennent trop réduites pour assurer le plein emploi, rappelons qu'on peut trouver dans les économies moins développées de pays européens des champs d'investissement à vrai dire inépuisables, qui peuvent occuper toutes les industries européennes pendant des générations. Grâce au succès de la politique économique allemande, le moment sera bientôt venu d'aborder cette tâche capitale.

